

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA POLITIQUE PAYSANNE EN ROUMANIE DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 janvier 1920 à 5 heures

PAR

C.-C. BOSIANO

Président : M. SOUCHON, Professeur

*Suffragants : { MM. HITIER, Professeur
TRUCHY, Professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA POLITIQUE PAYSANNE

EN ROUMANIE

DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 janvier 1920 à 5 heures

PAR

C.-C. BOSIANO



Président : M. SOUCHON, Professeur

Suffragants : } MM. HITIER, Professeur
TRUCHY, Professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A Madame MARIE B. GRAJDANESCO

*Très humble hommage de mon
éternelle reconnaissance et de ma
profonde affection.*

LA POLITIQUE PAYSANNE

EN ROUMANIE

DEPUIS LA GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

Avant de commencer l'exposé de la politique paysanne suivie en Roumanie depuis la guerre, étant donnée l'importance du problème social que l'on tâche de résoudre, il nous semble indispensable d'exposer dans cette première partie de notre ouvrage tous les antécédents du problème, d'esquisser, d'une façon résumative, toute son évolution. En vue de ce but, nous diviserons cette première partie en trois autres.

Dans un premier chapitre, nous nous occuperons de la situation des paysans en Roumanie avant 1864, date de l'introduction du régime de la propriété individuelle.

Dans un second chapitre, nous exposerons les principes de la loi de 1864 et des lois ultérieures. Enfin, un dernier chapitre contiendra un bref exposé de la situation économique du paysan roumain, situation résultant des mesures précédentes et pour l'amélioration de laquelle on n'a pu trouver une autre solution que l'expropriation d'une partie des biens de la grande propriété en vue de la création d'une petite propriété paysanne se suffisant à elle-même.

I

Comment la situation se présentait-elle avant 1914 ? Tous les auteurs sont d'accord à reconnaître l'existence du servage dans les pays roumains à partir du xvi^e siècle.

Le caractère dominant de cet état, c'est que l'homme est attaché à la terre que ni lui ni ses successeurs ne peuvent jamais quitter. Quelle qu'en soit la cause, le régime s'est établi et le voici dans sa période de complète formation, en 1768, tel qu'il est réglementé par l'établissement de Grégoire Callimach : « Les habitants se trouvant sur la terre de qui que ce soit ont le droit de cultiver sur cette terre toute l'étendue du terrain nécessaire à leur entretien sans que les « boïeri » (seigneurs) puissent les en

empêcher. En échange, le paysan doit payer au seigneur de la terre une redevance en nature d'un dixième du produit et lui faire douze journées de travail par an » (1). La disposition devait être respectée par tout nouvel acquéreur ou fermier de la terre. D'après le décret de Michel Soutzou (1794) les paysans avaient le droit de cultiver, dans toute l'étendue du pays, toute terre non cultivée : « Lorsque les habitants d'un village n'auront pas suffisamment de terrain de culture, dans le domaine où ils sont établis, pour eux et pour leur bétail, le maire du village est obligé de se présenter devant le préfet du département et le préfet, examinant le cas et le trouvant fondé, est obligé de chercher à son tour d'autres terres voisines afin de donner à ces paysans, après avoir averti le seigneur du domaine, tout le terrain qui leur est nécessaire sans nuire au seigneur du domaine et en les plaçant l'un à côté des autres et non disséminés. Le seigneur de la terre aura seulement un droit limité à un dixième du produit de la terre. il n'aura pas le droit d'exiger des paysans des corvées et d'autres charges ; les terres ainsi mises en culture par ces paysans leur resteront à jamais acquises. Les paysans ne pourront pas être expulsés » (2).

1. Art. 16.

2. Cité d'après Basilescu, *la Réforme agraire en Roumanie*. Paris, 1919, p. 110.

Les paysans avaient droit à l'affouage de la forêt située dans les limites du village ou des villages avoisinants s'il n'y en avait pas dans leur village.

Dans les forêts de haute futaie, quiconque avait le droit de couper du bois, même pour le porter au marché, sans aucune convention. Ce droit ne fut exclu que pour les forêts aménagées et cela à partir du XVIII^e siècle seulement.

C'est à partir de cette date qu'on a établi la dîme dans ce domaine aussi.

Mais les restrictions aux droits des paysans se prononceront de plus en plus à partir du commencement du XIX^e siècle.

Il faut chercher la cause des changements qui se produiront pendant ce temps dans la transformation du régime économique. Le traité d'Adrinople (1828) donna liberté complète au commerce dans les principautés roumaines. Ce qui fit qu'on passa de l'état agricole patriarcal de l'économie rurale autonome, où le travail des paysans était déterminé et limité par leurs propres besoins, à un état agricole commercial dans lequel leurs forces de travail sont tendues outre mesure sous la pression de la demande illimitée de produits pour l'exportation.

Les pays roumains sont passés de l'économie plutôt pastorale, qui a régné jusqu'au commencement du XIX^e siècle, à l'économie agricole (1).

1. Couza, Discours sur la réforme agraire (Débats parlementaires, année 1917).

C'est par ce phénomène que s'expliquent toutes les dispositions législatives prises pendant le xix^e siècle et toutes les rivalités entre les propriétaires (seigneurs) et les paysans.

En 1828, sous le règne du prince Sandou Stourdza, on limita le droit des paysans de labourer et de faucher aux deux tiers seulement de l'étendue de la terre.

Jusqu'à cette date, comme le remarque très bien M. Basilescu, aucun document n'avait nommé le propriétaire autrement que « stapan », c'est-à-dire dominus, de la terre ; indiquant par là le rapport personnel qui existait entre lui et le paysan sis sur la terre et non point un rapport réel entre lui, le paysan et sa prétendue terre.

Ce rapport n'était pas libre, il était régi par une loi d'Etat, une loi d'ordre public en quelque sorte (1).

Enfin, comme on l'a vu, le droit de cultiver appartenant aux paysans s'étendait à toute la surface de la terre sur laquelle ils étaient établis.

Notons que toutes ces choses se passaient trente-six ans avant la loi de 1864.

Pendant ces trente-six ans on a eu comme législation :

1^o Le règlement organique qui, rédigé par une assemblée à laquelle ne participaient que les boïeri

1. Basilescu, *op. cit.*, pag. 119.

(seigneurs), parlera pour la première fois des droits et des devoirs des propriétaires de terres et des cultivateurs.

Dans son article 11, on trouve :

« Le propriétaire est obligé de donner aux habitants sis sur la terre du terrain de culture, de même que ceux-ci sont par contre obligés de travailler pour le compte du propriétaire. »

L'étendue dépendait du nombre des têtes de bétail dont le paysan disposait.

2° La loi de Barbou Stirbey qui, après avoir établi un minimum de terre que les propriétaires étaient obligés à donner aux paysans, laissait le reste au libre jeu des conventions des parties.

Enfin nous arrivons à la loi de 1864.

II

La loi de 1864 reconnaît les droits des colons à la terre les limitant à deux tiers maximum de son étendue ; mais elle rompt l'espèce d'indivision, de copropriété existant entre eux et les propriétaires en établissant une propriété individuelle libre. Les terres de l'Etat devaient être distribuées aux paysans qui n'avaient pas été impropriés soit parce qu'ils n'avaient pas pu trouver dans les deux tiers de la

terre des propriétaires la quantité à laquelle ils avaient droit d'après la loi, soit qu'ils n'étaient pas corvéables au moment de l'application de la loi (1). La terre ne fut pas considérée comme vendue aux paysans. La somme d'argent que les commissions instituées en vue du paiement devaient fixer était considérée comme affectée au rachat de la servitude qui grevait la propriété.

On établissait trois catégories d'étendues selon le nombre du bétail que les improprés possédaient pour la culture de leurs terres.

En ce sens la loi dit : « Les paysans colons sont et restent pleins propriétaires sur les emplacements soumis à leur possession dans l'étendue fixée par les lois en vigueur », c'est-à-dire sur 11, 7 et 4 pogons selon qu'ils avaient 4 bœufs et une vache, 2 bœufs et une vache et une vache seulement ou rien du tout (2). La loi instituait des commissions mixtes (paysans, propriétaires, délégués du fisc) qui devaient enregistrer les noms et la catégorie des paysans pour chaque commune, l'étendue de la terre que chacun devait obtenir et la somme à payer au propriétaire. Un acte de délimitation devait être dressé par des experts.

Cette mesure législative était venue trop tôt. Le paysan n'était pas préparé à une administration libre de ses biens.

1. Art. 1^{er}, 6 et 10 de la loi de 1864.

2. Loi de 1864, art. 1^{er}. Un pogon est égal à 1/2 hectare. En Moldavie l'étendue accordée était un peu plus grande.

La population rare et la grande étendue des terres non cultivées ne rendaient pas encore nécessaire l'institution de la propriété individuelle entraînant un changement de la technique agricole comme dans les autres pays.

C'est pour ça que les propriétaires, contents du système que l'on pratiquait, opposèrent une grande résistance à l'introduction de la réforme et plus tard à son application (1). Ajoutant à cela la fatale non-préparation économique et sociale des paysans on s'expliquera pourquoi la loi fut incomplètement appliquée et surtout on s'expliquera la possibilité de l'introduction des dispositions législatives ultérieures qui instituent le travail forcé de la terre du propriétaire par le paysan plus une série entière de mesures vexatoires (2).

Dans ces conditions on a eu raison de dire qu'en 1864 ce n'est que la terre restée au propriétaire qui a obtenu sa liberté économique, le paysan n'ayant obtenu la liberté qu'au point de vue juridique (3).

Or le fait de sa dépendance économique s'est accentué de plus en plus et les mesures ultérieures n'ont fait que fort peu de chose à ce point de vue.

La loi de 1864 avait établi des restrictions à la

1. C. Garoflid, *Opinions sur la question agraire (en roumain)*, Bucarest, 1907, p. 8 et suiv.

2. Voir Basilescu, *op. cit.*

3. Garoflid, *op. cit.*, p. 9.

liberté de disposition de la terre accordée pour trente ans seulement. Ce terme a été successivement prolongé jusqu'en 1914.

En 1889 après une révolte des paysans qui, d'après les témoignages de ceux qui avaient été chargés de sa répression, était provoquée par la misère où ils se trouvaient, on procéda à une nouvelle distribution de terres aux paysans.

Mais cette nouvelle loi limita les lots individuels à 5 hectares (1).

On a justement critiqué les tendances de cette politique; d'abord parce que avec le système de culture pratiqué en Roumanie la surface de 5 hectares est tout à fait insuffisante pour une bonne exploitation, ensuite parce que, tout en voulant égaliser les propriétés on empêche toute possibilité de sélection économique.

Mais nous reviendrons là-dessus.

La preuve que les résultats n'ont pas été satisfaisants cette fois-ci non plus c'est que, en dépit des mesures palliatives prises dans l'intervale, une nouvelle révolte paysanne ayant une gravité exceptionnelle éclata en 1907. De là une nouvelle série de mesures législatives. L'objet du présent ouvrage ne nous permet pas de les examiner en détail. Nous nous

1. Voir pour les détails relatifs à ces questions les thèses Georgesco et Tasca, Paris, 1908 et 1910.

bornerons à exposer les points essentiels de la proclamation adressée par le gouvernement en 1907, proclamation qui constitue un véritable programme de politique paysanne. Outre la suppression de certaines taxes et la promesse d'une plus équitable perception de l'impôt on promet que :

1° Les propriétés rurales de l'Etat ainsi que celles appartenant aux établissements publics de bienfaisance ou de culture nationale soient cultivées en régie ou directement affermées aux paysans ;

2° Les banques populaires devaient être consolidées en vue d'aider les paysans à prendre en fermage les terres des propriétaires ;

3° Le mesurage juste des terres concédées en culture par les propriétaires aux paysans et la liquidation honnête de leurs comptes ;

4° Une loi ayant en vue d'alléger les conventions agricoles ;

5° L'acquittement en numéraire du fermage dû par les paysans pour les terres à eux louées. Les conventions relatives aux travaux agricoles devaient indiquer l'espèce et la quotité des travaux et la liquidation devait avoir lieu d'après les prix courants du moment où le travail était exécuté. Le taux de l'intérêt pour les sommes dues par les paysans aux propriétaires devait être limité à 10 0/0. Plus de charges nominales imposées aux paysans. Ces charges devaient être toujours proportionnelles au nombre

d'hectares concédés en vertu de la convention agricole ;

6° Une loi devait être votée, interdisant aux fermiers de prendre en fermage plus de deux terres d'une étendue d'ensemble de maximum 4.000 hectares, directement ou indirectement ;

7° Une autre loi devait instituer des magistratures administratives pour régler et garantir l'application des lois et des règlements relatifs aux conventions agricoles ;

8° Une autre loi devait avoir pour objet l'institution d'une « Caisse rurale » en vue de faciliter aux paysans l'achat et l'affermage des propriétés rurales. Enfin les propriétaires s'engagèrent à accorder des pâturages aux communes pour faciliter l'entretien du bétail des paysans (1). Toutes les ambitions de cette réforme ne se sont réalisées que dans une faible mesure. « La Caisse rurale fondée pour faciliter aux paysans l'achat de terres n'a pas pu leur rendre les services escomptés à cause du prix exorbitant des terrains, consécutif aux spéculations auxquelles se sont adonnés en général toutes sortes d'hommes d'affaires depuis 1908 à 1914. La Caisse rurale ne pouvait pas payer des prix si élevés... En outre peu de paysans eussent pu avancer en numéraire les

1. Pour plus de détails voir la thèse de M. Georgesco. Paris, 1908 et le livre cité de M. Basileco.

15 o/o du prix prescrits par la loi. Dans un intervalle de quatre ans la Caisse rurale a acheté 70.000 hectares de terrains pour une somme de 35.000.000 lei, mais elle n'a pu vendre aux paysans que 6.000 hectares, le reste ayant été donné à ferme toujours aux paysans » (1).

« En ce qui concerne les prix des travaux agricoles et le fermage des terrains concédés aux paysans pour une somme fixe qui n'aurait dû être que d'un tiers plus élevé que le fermage effectif payé par le fermier principal ; l'un et l'autre, le salaire et le fermage, sont déterminés par cette loi d'après la moyenne des dernières cinq années, c'est-à-dire justement des années les plus dures pour les paysans » (2).

En outre la loi ne s'appliquait que dans les cas où les parties voulaient bien dresser une convention écrite et enfin, ce qui a empêché en définitive son application, c'est l'absence de sanctions. L'étendue des terres affermées par contrat verbal, pour tourner la loi, a été considérable. Tandis que la surface affermée par des contrats légalement faits a été de 875.191 hectares en 1910 la dernière statistique agricole (1914) nous montre que les petits agriculteurs ont cultivé en fait 1.480.922 hectares de terre affermée (3).

1. Creanga, *les Finances roumaines*, page 15. Paris, 1919.

2. Basilescu, *op. cit.*, p. 62.

3. Serban, *Nos problèmes sociaux-agraires (en roumain)*, Bucarest, 1914, p. 37.

En ce qui concerne les pâturages : « Le manque de bonne volonté des grands propriétaires .. ressort du fait que des 311.196 hectares de pâturages communaux qui auraient dû être constitués sur les propriétés particulières l'étendue des pâturages constitués jusqu'au 31 décembre 1913 était seulement de 81.077 hectares » (1).

En 1914 la situation des paysans était assez misérable pour qu'on sentit la nécessité d'une nouvelle intervention. Il nous semble nécessaire, avant d'aborder le fond même de notre ouvrage, d'exposer quelle fut la situation économique des paysans roumains de 1864 à 1914, comment cette situation doit être considérée comme une conséquence de la politique suivie et enfin comment l'évolution de cette situation économique a poussé vers l'expropriation d'une partie des biens de la grande propriété comme vers la seule solution possible du problème agraire.

III

Nous avons affirmé dans le précédent chapitre que la propriété donnée aux paysans en 1864 était insuffisante ; de même en 1889 on avait limité à cinq hectares les lots individuels. Or, voici d'après les obser-

1. *Ibid.*, p. 34.

vations de M. Garoflid quel était le revenu net nécessaire à l'entretien d'une famille paysanne roumaine d'état moyen. M. Garoflid considère comme telle une famille composée de six personnes, possédant quatre têtes de bétail pour le labour, une vache et un porc. Le revenu nécessaire à l'entretien de cette famille était, d'après lui, de 529 lei. Entre 500 et 400 lei de revenus nets les nécessités étaient plus difficilement satisfaites. Sous 400 lei on devait faire de l'économie pour la nourriture. Or pour se procurer ces revenus il aurait fallu à la famille paysanne prise comme exemple une surface de terre cultivable d'au moins 7 hectares. Mais il faut compter aussi l'amortissement de la valeur de la terre. Cette valeur fût calculée en 1889 à 364 lei l'hectare ; ce qui, d'après l'auteur cité, fait une dépense de 24 lei 60 par hectare pour l'amortissement. Le revenu net étant calculé à 85 lei par hectare à l'époque, le paysan avait besoin pour faire face à ces dépenses d'un supplément de trois hectares. Or, ça revient à 10 hectares de terre labourable nécessaire, ce qui fait justement le double de ce que la loi du 1889 avait donné (1).

1. Garoflid, *op. cit.*, p. 10 et suiv. Les chiffres sont pour l'époque 1905-1907. Pour la période d'avant la guerre M. Serban, dans l'étude citée, évalue les dépenses nécessaires à une famille de paysans aisés de 8 personnes à 1384 2 lei. Les dépenses d'une famille paysanne moyenne de 7 personnes sont de 604 2 lei (p. 17). Les dépenses faites pour la nourriture représentant 69 o/o du total de la somme dépensée (même page). En ce qui concerne le

Voilà la source du mal. La propriété étant insuffisante dès le commencement de sa constitution le paysan sera forcé de louer son travail pour subvenir à ses besoins. Mais pour comprendre toute l'importance du malaise économique du paysan roumain il faut envisager une deuxième cause : c'est la surpopulation. Cela semble extraordinaire pour un pays comptant à peine 55,1 habitants par kilomètre carré, telle est cependant la situation en Roumanie.

En 1889 la population totale du pays s'élevait à 5.956.690 habitants. De ce total 81 0/0 représentait la population rurale, soit 4.638.699 âmes (1). En 1912 la population totale de la Roumanie était de 7.248.091 âmes — 5.918.928 soit 81,7 0/0 formaient la population rurale. D'après le calcul de M. Colesco 90 0/0 de la population rurale et 75 0/0 du total de la population du pays est agricole. En admettant pour l'année 1913 comme chiffre probable de la population, en exceptant le territoire annexé (en Dobrodgeà), 7.400.000 âmes il résulte, d'après les dates proportionnelles du dernier recensement systéma-

prix des terres en 1911 le prix moyen payé par la Caisse rurale était de 717 lei l'hectare. En 1912 les prix montèrent à 957 lei l'hectare. L'auteur constate que « Dans le temps la valeur productive des terres dépassait partout en Roumanie leur valeur vénale. Maintenant on peut dire que la proportion est renversée... » (p. 58).

1. Colesco, *Récensement général de la population roumaine (en roumain)*, Bucarest, 1905.

tique, une population rurale active de 2.825.000 âmes ou 1.479.000 hommes entre quinze et soixante ans et 1.346.000 femmes entre quinze et cinquante-cinq ans. La surface totale employée pour la culture était de 6.003.520 hectares ce qui revient à 2 hres 12 par labourneur (1). Cette étendue était en 1900 de 2 hres 38 et en 1905 de 2 hres 28 (2). Cela fait une diminution constante quoique l'étendue cultivable du pays ait grandi en passant de 5.845.950 hectares en 1900 à 6.003.520 (3).

Ces deux éléments étant connus passons plus loin et demandons-nous quelle est la répartition actuelle de la terre cultivable en Roumanie, quel est le système de culture pratiqué et par conséquent quelle est la situation à laquelle on veut porter un remède par les dispositions législatives actuelles.

D'après les dernières statistiques on avait en Roumanie 5.385 propriétaires possédant des étendues supérieures à 100 hectares. La petite propriété rurale d'un demi-hectare jusqu'à 10 hectares était possédée par 920.939 personnes. Parmi celles-ci 292.000 possédaient moins de 2 hectares. 131.000 personnes possédaient entre 3 et 5 hectares. A l'autre extrémité de l'échelle 949 propriétaires possédaient 2.190.882 hec-

1. Serban, *op. cit.*, p. 66.

2. Colesco, *op. cit.*

3. La surface totale de la propriété rurale est évaluée en 1917 à 7.826.796 hectares dans l'exposé du rapporteur de la loi modifiant l'art. 19 de la Constitution.

tares en propriétés dépassant 1.000 hectares. D'après les chiffres les plus récents donnés par le Ministère des Domaines on avait avant la réforme actuelle 1.013.000 agriculteurs chefs de famille ayant de la terre en propriété, 152.000 agriculteurs chefs de famille sans propriétés et 235.000 salariés agricoles, artisans, commerçants, fonctionnaires, etc. (1). D'après M. Serban il y aurait eu en 1913, 1.120.000 paysans propriétaires (96,2 0/0 du nombre total des propriétaires) possédant une étendue totale de 3.600.000 hectares, ce qui constituerait une étendue moyenne de 3 hres 21 par famille (2) En ce qui concerne le système d'exploitation, d'après le même auteur : « la technique agricole comme l'organisation économique en général est encore très arriérée. L'exploitation des terres est basée en général seulement sur la production des céréales, souvent même seulement sur celle du blé. Dans ce cas si le blé réussit, l'insuccès complet de toutes les autres cultures ne gêne pas beaucoup, mais si la culture du blé ne réussit pas toutes les autres branches de l'exploitation ensemble ne peuvent pas remédier au déficit. La plante favorite du paysan est le maïs. Sa culture occupait dans les dernières années jusqu'à la moitié de la

1. Chiffres empruntés au rapport de la loi modifiant l'art. 19, de la Constitution Débats parl., an 1917.

2. *Op. cit.*, p. 15.

surface labourable des petites exploitations » (1).

La plupart des grands propriétaires ne sont pas agriculteurs. Les lois agraires dont la tendance a été de rendre la plupart des paysans propriétaires d'un lopin de terre ont empêché la formation de l'ouvrier salarié libre. La conséquence c'est que chaque propriétaire paysan a besoin de travailler parce que le produit de sa terre est insuffisant. De là une trop grande offre de travail qui se déprécie lui-même. Cet ouvrier propriétaire vient avec des instruments et son bétail pour les labours. La terre qu'il va labourer se trouve généralement à une énorme distance. Cet inconvénient existe non seulement pour la culture des terres de la grande exploitation mais aussi pour les terres que la grande propriété afferme aux paysans et pour une grande partie des terres appartenant en propre à ces derniers. Les villages compacts et les terres étendues en longueur font que les parcelles à labourer soient trop loin forçant au transport du bétail et des hommes à grandes distances pour l'exécution des travaux. De là une énorme perte de temps ; d'une journée de quatorze heures ne restent plus que quatre heures de travail utile. Toujours à cause des distances à parcourir le paysan doit entretenir un nombre excessivement grand de têtes de bétail. Cette culture inéconomique n'est rému-

1. *Op. cit.*, p. 27.

nératrice que parce qu'elle s'exécute grâce au bétail, aux instruments et aux bras du paysan. C'est lui qui en supporte toutes les pertes. Si la grande exploitation n'avait pas pu compter sur lui, elle aurait disparu depuis longtemps. En voici la preuve : Pour une exploitation agricole exécutant son travail à une distance de 8 kilomètres environ il faut un attelage avec 4 bêtes de trait pour chaque 15 hectares, ce qui ferait, pour les 736.664 hectares de l'exploitation des latifundia dépassant 1.000 hectares, 49.110 attelages, Comptant 851 lei pour l'entretien d'un attelage la dépense totale serait de 45.792.610 lei. Or la production à la date de ces constatations ne pouvait payer que 41 lei par hectare pour ce travail, ce qui donnerait un total maximum possible de 31 millions lei. D'où il résulte que le déficit aurait monté à 15 millions lei. C'était le paysan qui supportait cette perte (1). Donc sous le régime économique qu'on tâche de réformer on ne pouvait convenablement cultiver ni la petite propriété du paysan, ni la grande étendue du latifundiaire. Ce qui fait qu'on devait se contenter d'une production de 14 hectolitres par hectare.

Résumons : La mauvaise répartition initiale et la surpopulation rurale qui ne peut être nourrie (2) à

1. Nous ne faisons que reproduire ces observations, qui nous semblent très justes, d'après l'intéressant ouvrage de M. Garoflid, *le Problème agraire et sa solution*, page 63. Jassy 1917, en roumain.

2. Une assez triste confirmation est fournie par les chiffres don-

cause de la mauvaise exploitation de la terre sont les causes de la crise agraire en Roumanie. Voilà comment s'explique le mécontentement continu des paysans, leur manque d'instruction, leur vie si peu hygiénique à cause du manque de confort et enfin les épouvantables ravages de l'usure. Le seul remède possible ne pouvait être qu'une reconstitution économique de la propriété. C'était seulement de là que pouvait venir le salut. Or cette reconstitution demandait un plan d'ensemble exécutable d'une façon rapide parce que la situation était assez pressante. L'impression de tout le monde fut qu'on ne pouvait plus se contenter des mesures palliatives pratiquées jusqu'en 1914. On choisit donc la solution radicale de l'expropriation d'une partie des biens de la grande propriété en vue de la création d'une propriété paysanne de laquelle on attend le remède aux maux que nous avons résumativement exposés.

On verra plus loin des diverses opinions émises sur la modalité de la réforme. Pour le moment nous ferons une digression nécessaire en nous occupant

nés par M. Serban (*op. cit* , p. 158) d'où il résulte que la quantité de maïs destinée à la consommation interne diminue continuellement quoique la population augmente. En 1876 la consommation moyenne par personne était de 230 kilos tandis qu'en 1900-1903 on ne consommait plus que 146 kilos par personne. En même temps l'auteur constate qu'en 1906 la quantité de marchandises coloniales importées était d'une façon absolue de beaucoup plus réduite que vingt-trois ans avant (p. 159).

des seules institutions économiques vitales qui se sont développées en Roumanie et que tout le monde envisage chez nous comme devant servir de point d'appui à l'exécution de la réforme. Il s'agit des banques populaires et des associatiens paysannes.

* * *

Les banques populaires sont nées des nécessités de la situation économique du paysan grâce à l'initiative des instituteurs de village. Ce n'est qu'en 1903 que le législateur intervint en faveur de cette institution. Le capital du Crédit agricole fut mis à leur disposition. Une Caisse centrale des banques populaires fut créé près du Crédit agricole ayant le rôle de diriger les opérations des banques populaires. Bientôt cette institution est devenue indépendante et ce fut le Crédit agricole qui prit le rôle d'une annexe et fut bientôt liquidé. La forme la plus répandue sous laquelle ces banques populaires se présentent est celle qui demande un capital formé par des parts sociales versées par les membres et dont le montant varie entre un minimum de 20 lei et un maximum de 5.000 lei, et par des versements mensuels. Les membres sont solidairement tenus jusqu'à la concurrence de leurs parts sociales à moins que les statuts n'augmentent pas leur responsabilité.

La Caisse centrale des banques populaires joue un

double rôle : a) Elle a le contrôle de toutes les banques populaires ; b) Elle est la banque centrale de ces institutions (1).

Voici maintenant les résultats : « En 1891 il y avait une seule banque populaire en Roumanie, en 1901 il y en avait déjà 352 ; en 1911, 2.656. De nos jours presque chaque commune a sa banque... Le capital souscrit à ces banques monte à près de 200.000.000 lei, dont le capital versé dépasse 65.000.000 lei. Le nombre des membres de ces banques est de plus d'un demi-million, ce qui veut dire que à peu près 40 o/o des paysans chefs de famille font partie de ces institutions où ils peuvent déposer leurs économies et emprunter à un taux de 6 à 10 o/o ». Parmi les membres de ces banques il y avait, en 1910, 190.000 (ou 28 o/o) paysans non propriétaires et 284.000 (ou 62 o/o) paysans propriétaires. « En 1910 les banques populaires ont accordé à leurs membres des prêts en valeur de près de 81 millions décomposés comme il suit :

Jusqu'à 50 lei à 159.000 membres pour	7.195.000 lei
de 50 à 100 lei à 205.000 —	pour 17.308.000 lei
de 100 à 500 lei à 220.000 —	pour 40.472.000 lei
de 500 à 1000 lei à 17.000 —	pour 8.272.000 lei
plus de 1000 lei à 7.000 —	pour 7.726.000 lei
Total: 608.000 membres pour 80.973.000 lei	

1. Pour plus de détails sur ces questions voir les thèses Braesko et Tasca, Paris.

Il est très intéressant d'examiner les causes de ces emprunts ainsi :

16.650.000 lei ont été utilisés pour la nourriture et le fourrage,

26.000.000 lei pour l'achat du bétail et d'outils agricoles.

10.400.000 lei pour les paiements des fermages.

14 600.000 lei pour l'achat de terres.

12.423.000 lei ont reçu d'autres destinations.

On a également accordé des emprunts à 25.000 autres personnes qui n'étaient pas associées, mais celles-ci ont payé un intérêt de 2,5 0/0 plus élevé que les autres » (1). Ce qui manque à ces constatations statistiques c'est le chiffre des dépôts par catégories de membres. Ce serait là un point très intéressant à connaître.

Comme une conséquence des banques populaires on a constaté en Roumanie un grand développement des associations paysannes faites en vue de l'affermage des terres. Dans cette direction aussi le législateur n'est intervenu que pour faciliter leur fonctionnement par un procédé de représentation plus facile et par des dispenses et réductions de patentes et autres taxes (2). C'est la Caisse centrale des banques populaires qui a entrepris leur organisation. Elle ne permettra à aucune association paysanne de travailler avec elle si la société refuse d'in-

1. Toutes ces dates sont extraites de l'ouvrage cité de M. Creanga, p. 13 et suiv.

2. Voir thèses Braesko et Tasca sus-citées, pour les détails.

introduire dans ses statuts les changements qu'elle croira nécessaires. La Caisse centrale a institué à côté de chaque association de fermage une société coopérative de production pour l'exploitation de la terre. Généralement les membres de la coopérative sont les mêmes que ceux de l'association d'affermage. Le capital social sera formé au commencement par les sommes que chaque membre de la société aura déposé comme caution en vue de l'affermage des terres, mais il s'agrandira par des cotisations. La terre affermée est divisée en assolements d'après la qualité du terrain. Chaque assolement est divisé dans un nombre de lots égal au nombre des sociétaires. L'étendue des lots variera selon la force du travail et le nombre des membres des familles de chaque associé qui reçoit un lot dans chaque assolement. La surface totale des lots pris par un membre ne peut pas dépasser 10 hectares. Les lots sont distribués par tirage au sort.

Les associations sont soumises, en ce qui concerne la culture, à la direction de spécialistes agronomes. La vente des produits sera faite en commun. Le Conseil d'administration retient la partie due pour le fermage, l'impôt, l'assurance, etc., et le reste est distribué aux paysans. La société achète les machines et les instruments agricoles. En 1911 il y avait en Roumanie 100 associations de ce genre détenant 283 mille hectares et payant un fermage annuel de 9.230 mil-

le lei ou 32 lei, 50 environ par hectare (1).

Nous avons insisté sur ces questions parce qu'elles forment la partie la plus intéressante du développement économique de la Roumanie et parce que ce sera le terrain sur lequel le législateur de 1919 se basera pour effectuer la réforme.

1. Créanga *op. cit.*, p. 15. Pour les années antérieures voir la thèse Tasca, p. 75 et suiv.

D'après les prix régionaux d'affermage constitués par le Conseil supérieur de l'Agriculture pour la période 1917-1922, le fermage des terres varierait en Roumanie entre un maximum de 90 lei par hectare et un minimum de 22 généralement.

DEUXIÈME PARTIE

Les Chambres se réunirent dès 1914 en vue de modifier l'article 19 de la Constitution pour y introduire le principe de l'expropriation des grandes propriétés en faveur de la création et de l'agrandissement des petites propriétés paysannes. Les débats commencés durent être suspendus à cause des événements extérieurs.

La discussion fut reprise en 1917 dans des circonstances particulièrement difficiles et douloureuses pour le pays dont les deux tiers étaient occupés par l'ennemi. C'est pour ça, qu'on s'est contenté à cette date, d'une simple introduction de principe et de l'énonciation du cadre général dans lequel la réforme devait s'effectuer : « Pour cause d'utilité nationale l'étendue de la propriété rurale paysanne est augmentée par l'expropriation des terrains cultivables dans la mesure et aux conditions suivantes, en vue de les revendre aux paysans cultivateurs de terre, de préférence aux mobilisés... (1). »

1. Art. 19 de la Const. Roumaine modifiée en 1917.

L'article fixe ensuite les conditions générales dans lesquelles sera faite l'expropriation et conclut en fixant la promulgation des lois générales et spéciales qui devaient organiser l'expropriation au plus tard dans les six mois qui devaient suivre la libération du territoire. Toujours des circonstances de politique extérieure ont fait que l'application de l'expropriation n'a pas été faite à la suite des lois prévues, mais à la suite d'un décret du 15 décembre 1918, un peu plus d'un mois après la libération du territoire envahi.

Nous n'insisterons pas ici sur les points, concernant l'expropriation, fixés dès 1917 parce que nous traiterons tous ces points quand nous ferons l'exposé de l'application de la réforme. Nous allons donc commencer cette deuxième partie de notre ouvrage par l'exposé des projets de lois et des lois proposées entre 1917 et 1919, dont quelques-unes émettent des dispositions assez détaillées sur la question. En 1917 ont été déposés trois projets de lois par : 1^o le parti du travail ; 2^o M. Dissesco, professeur à la Faculté de Droit de Bucarest et 3^o par M. Basilescu, professeur d'économie politique à la même Faculté. En 1918 fut votée une loi, dont l'auteur est M. Garoflid, s'occupant de l'affermage obligatoire et de la vente bénévole d'une partie de la terre de la grande propriété. Cette loi, qui n'a pas eu le temps d'être appliquée, fut accompagnée par trois projets du même

auteur et s'occupant respectivement de : 1° l'organisation du ministère de l'Agriculture ; 2° de l'organisation du corps agronomique, et enfin 3° de l'organisation des Chambres agricoles.

I

D'après le projet du parti du travail on formerait un domaine spécial d'impropriation, domaine consistant dans l'étendue de terrain résultant de l'expropriation des propriétés de l'Etat, des domaines de la Couronne, de la Caisse rurale, du Crédit foncier rural et de toutes les personnes morales publiques ou privées (1). Seraient affectés au même domaine les propriétés rurales de ceux qui ont le domicile à l'étranger ou qui ont loué pendant les derniers dix ans leurs terres ; les biens provenant de la vente bénévole faite par les propriétaires ruraux de la totalité de leurs propriétés dans un intervalle de trois mois à partir du jour de la conclusion de la paix ; l'étendue des terres provenant de l'expropriation des propriétés rurales dépassant 100 hectares. Si cette limite est trop basse on l'élèverait jusqu'à 200 hec-

1. Débats parlementaires, année 1917.

On pourrait retenir sur ces propriétés une étendue de 100 hectares maximum pour des établissements industriels agricoles ou commerciaux ou présentant un caractère d'intérêt général.

tares (1). En tout cas l'étendue des terres laissée aux propriétaires expropriés sera uniforme. Le propriétaire exproprié a le droit de retenir le minimum qui lui est réservé sur une seule terre. Les forêts appartenant aux Domaines de la Couronne, à la Caisse rurale, au Crédit foncier rural, aux personnes morales publiques et privées et aux propriétaires absentéistes seront intégralement expropriées. Celles appartenant aux particuliers seront intégralement expropriées à partir de 50 hectares. Cette expropriation sera faite au profit de l'Etat. Le projet déclare également expropriés en faveurs des détenteurs les terrains détenus en vertu d'un bail emphytéotique. Tous ces biens devaient être déclarés propriété de l'Etat dans un terme de six mois du jour de la conclusion de la paix.

*
* - *

Le domaine d'impropriation sera partagé en lots de 5 hectares qu'on distribuera aux cultivateurs actuels de la terre qui n'ont pas de propriété et aux familles de ceux qui sont morts pendant la guerre. En outre ce domaine servira à compléter les propriétés rurales inférieures à 5 hectares. Le résultat

1. Les constructions du centre de l'exploitation, les vignes, les plantations d'arbres fruitiers, etc., situées sur les propriétés particulières ne seront pas comptées dans l'évaluation de l'étendue maxima.

serait donc une propriété uniforme de 5 hectares. Tous ces lots seront inaliénables et indivisibles pendant vingt ans. Ils ne pourront être aliénés qu'aux paysans non propriétaires ou au domaine d'impropriation. Les échanges et les hypothèques sont permises ainsi que la vente par licitation publique pour régler les successions et réaliser les autres créances (1). Le même régime sera appliqué aux terres antérieurement accordées aux paysans.

* * *

Le prix sera acquitté en numéraire et titres garantis par l'Etat, la valeur nominale des titres sera considérée comme réelle. Le prix des forêts sera payé seulement en titres. Des commissions spéciales apprécieront la valeur des terres d'après leurs rentabilité et productivité.

II

M. Dissesco (2) fixe l'étendue non expropriable à 350 hectares (3). Il préconise l'introduction des trois principes suivants dans la loi d'expropriation :

1. Art. 132. V. le projet.

* 2. Dont nous n'avons pas pu nous procurer le projet. L'exposé ci-dessus est fait d'après son discours. Débats parl. année 1917.

3. Tout ce qui dépasse ces 350 hectares sera exproprié.

1° Limitation du droit de propriété rurale ; 2° Indivisibilité des lots de 5 hectares appartenant aux paysans ; 3° L'inaliénabilité des mêmes terres. En vue d'éviter le morcellement des lots il propose l'expropriation des petits lots. Cette expropriation sera faite au profit de la commune où se trouve le lot sujet à l'expropriation. Ces petits lots expropriés formeront un domaine communal qu'on tâchera d'augmenter par de nouvelles acquisitions. Son revenu sera distribué à ceux qui le cultiveront, par le conseil communal. Le rachat des emphytéoses est également prévu. Les assurances devraient être monopolisées par l'Etat et rendues obligatoires.

III

M. Basileco prévoit l'expropriation des mêmes catégories de biens que celles mentionnées *supra* avec, à peu près les mêmes restrictions à l'expropriation des biens appartenant à l'Etat, Domaines de la Couronne, etc. La terre laissée aux propriétaires partiellement expropriés sera toujours uniforme en étendue seulement la surface sera de 500 hectares ou bien de 250 éventuellement (1). Le calcul

1: Si la quantité de terre, expropriée à partir de 500 hectares ne sera pas suffisante. Voir le projet dans l'ouvrage cité § 1 et 2

de l'étendue expropriable sera fait à peu près de la même façon que dans le premier projet.

En ce qui concerne la modalité de l'impropriation nous retrouvons la limite uniforme de 5 hectares indivisible (1) et inaliénable (2). Ce que nous trouvons en plus ce sont des mesures rigoureuses pour éviter toute division ou cumul. On proclame l'imprescriptibilité du lot. L'affermage est également défendu (3), l'idée du projet étant que le paysan cultive lui-même son lot en bon père de famille. Les sanctions sont très sévères : nullité de l'affermage ou de la vente, amende, emprisonnement même ou révocation, par voie de justice, de l'impropriation (4).

On ne permet l'échange de terres qu'avec l'autorisation préalable des organes institués (5). Seul l'Etat est obligé d'acheter le lot d'un paysan qui pour une cause légitime voudrait le vendre (6). A la mort du possesseur le lot doit passer entièrement à un seul héritier (7). Le père peut indiquer par son testament l'enfant qui lui succédera dans la propriété intégrale du lot. S'il n'y aura pas de testament le lot appartiendra au garçon dernier-né ou à la fille

1. § 63.

2. § 78.

3. § 85 et suiv.

4. § 85 et suiv., 81 et 76.

5. § 79.

6. § 83.

7. § 64.

dernière-née, à son absence (1). Le propriétaire du lot ne peut en disposer par testament qu'en absence d'enfants ou de descendants et seulement en faveur d'un autre cultivateur de terre qui n'a pas de propriété. En absence de testament et d'enfants le lot passe à l'épouse du défunt et en absence de celle-ci aux parents les plus proches conformément au Code civil mais seulement jusqu'au quatrième degré inclusivement. Le successeur testamentaire ou *ab intestat* d'un lot payera en numéraire à ses cohéritiers leur part de succession dans ce lot. Ceux-ci sont obligés de rapporter à la succession non seulement les donations et les dotations qu'ils auront reçues de leurs auteurs mais aussi les dépenses faites pour leur instruction et pour leur éducation ainsi que toutes les autres avances reçues par eux du *de cujus* à quelque titre que ce soit (2). En l'absence de testament et de parents jusqu'au quatrième degré, le lot doit entrer dans le domaine spécial de l'Etat qui l'attribuera à un autre cultivateur entrant dans les conditions énoncées (3). La même disposition est prise pour les lots vacants qui sont imprescriptibles (4). Le projet prévoit la même préférence en faveur des combattants. Les personnes âgées de plus de cinquante ans et qui

1. § 65, *op. cit.*

2. § 69, 70, 71, 72, pour les détails,

3. § 74.

4. § 90, *op. cit.*

n'ont pas pris part à la guerre sont exclues du bénéfice de la loi.

En ce qui concerne la procédure de l'expropriation nous mentionnerons seulement que d'après ce projet une commission centrale et des commissions départementales instituées par la première veilleront à l'application de la loi, fixation des prix, etc. Les commissions départementales sont les premières instances ; les décisions de la commission centrale qui est l'instance d'appel sont définitives.

Le paiement sera fait en titres de rente sur l'Etat à 5 o/o. La valeur nominale est considérée comme valeur réelle.

La rente est perpétuelle et convertible.

Toutes les personnes ayant des hypothèques ou autres droits réels sur les terres expropriées seront payées de la même façon (1). Les paysans impropres payeront à l'Etat seulement deux tiers du prix des terres expropriées. On leur accorde un terme de vingt-cinq ans pour ce paiement avec un intérêt de 5 o/o (2). Cet intérêt sera employé au service des intérêts de la rente. Les sommes payées par les impropres à titre d'amortissement du capital constitueront une réserve numérique que le ministre des Finances sera obligé d'employer chaque année au

1. § 1 à 25.

2. § 53, 54.

rachat sur le marché d'une quantité de titres de rente (1). Des sanctions sévères sont prévues en cas de non paiement des annuités. Le sous-sol des terres expropriées deviendra propriété inaliénable de l'Etat, qui aura seul le droit de l'explorer et de l'exploiter en échange d'une indemnité payée au propriétaire pour la réparation des dommages causés (2).

IV

Passons à la loi de 1918 sur les affermage obligatoires et la vente bénévole d'une partie de la terre des grands propriétaires, loi dont l'auteur est M. Garoflid. Cette loi est en partie l'expression des idées exposées par son auteur dès 1907-1908 dans les ouvrages que nous avons cités plus haut. Avant de commencer l'exposé de cette loi et des projets qui l'ont accompagnée il nous semble utile de mentionner les principes qui ont guidé M. Garoflid : « La mauvaise organisation économique qui empêche le changement de la technique et l'agrandissement de la production... est due seulement à la mauvaise constitution de la petite propriété (3)... »

1. § 25.

2. § 27-28.

3. *Le Problème agraire et sa solution.*

« La population qui augmente et les besoins croissants du fisc imposent la solution du problème agraire d'une seule manière : l'intensification de la production. Cette solution ne peut être obtenue que par un changement complet de notre système de travail. Ce changement entraînera l'organisation agricole de la petite culture et la suppression de l'affermage à dime dans la grande culture. Ces deux réformes entraîneront la suppression de la culture latifundiaire et de la culture parcellaire. La culture des latifundia qui donne de la rentabilité à la grande exploitation et à cause de laquelle le système agricole actuel n'est pas économique a son origine dans le besoin qu'ont tous les agriculteurs (paysans) de vendre leur travail, l'étendue de leurs propriétés n'étant pas suffisante. La culture parcellaire et le travail à dime sur lesquels se base l'exploitation des latifundia peuvent être supprimés par une simple opération : l'organisation économique et agricole de la petite propriété. Car la petite propriété étant organisée son système de culture peut être intensifié par la possibilité d'une meilleure exécution (1).

Par le fait que les petits propriétaires auront une production suffisante le nombre des ouvriers agri-

1. Le paysan possède les engrais provenant du bétail qu'il possède et grâce auquel le grand propriétaire exploite sa terre. Les paysans possèdent 85 o/o du nombre des chevaux, 87 o/o de celui des bêtes à cornes 76 o/o du nombre des moutons et 83 o/o de celui des porcs (extrait de Serban, *op. cit.*, p. 125).

coles diminuera sur le marché. La conséquence sera une augmentation des salaires. L'augmentation des salaires et la diminution du nombre du bétail des paysans feront cesser la culture des latifundia, les grandes exploitations disparaîtront ; la culture s'intensifiera par la nécessité et la possibilité de la concentration du capital sur des surfaces plus restreintes. L'accroissement de la production fera monter la demande du travail, absorbant le surplus de la population, et satisfera les besoins du fisc. L'organisation de la petite propriété entraînera la sélection des propriétaires » (1). L'organisation économique de la propriété implique : 1° La création d'une petite propriété paysanne qui se suffise à elle-même ; 2° Favoriser la constitution de la propriété moyenne ; 3° Le maintien de la grande propriété dans de justes limites. Après avoir fait ces trois choses il faudra laisser libre cours à la sélection économique et ne pas entraver par des lois tutélaires la différenciation des individus (2). C'est dans ce but que l'expropriation devrait être faite d'après M. Garofli. L'Etat doit faire commasser les biens ruraux, il doit faire des colonisations (internes), il doit aussi prendre des mesures en vue de l'éducation technique, des agriculteurs ; c'est pour ça qu'une loi d'affer-

1. *Op. cit.*, p. 3 et 4.

2. L'ouvrage cité et l'exposé de motifs fait par M. G. en 1918 (Débats parlementaires).

mage semble d'abord nécessaire. Ce sera une période de transition qui permettra la réalisation d'une sélection. Ces principes une fois exposés passons aux dispositions législatives par lesquelles ils devraient être réalisés.

L'affermage est obligatoire pour les propriétés dépassant 100 hectares d'après une échelle fixée. Pour les terres dépassant 5.000 hectares la partie laissée au propriétaire est limitée à 1.500 hectares. Les terres qui dans les projets précédents étaient complètement expropriées sont ici affermées dans toute leur étendue. Les contrats d'affermage concernant ces dernières sont cependant respectés, on leur applique toutefois la loi comme s'il s'agissait de terres partiellement affermables. Pour la façon de calculer la proportion affermable on adopte à peu près le même mode de calcul que dans les projets précédents, en plus sont exclus dans le calcul de la surface sur laquelle on déterminera la surface affermable les terrains irrigués, drainés ou défendus contre les inondations; les forêts, les terrains inondables, marécages, lacs, etc., ne seront également pas comptés même si ultérieurement ils étaient transformés en terrains cultivables (1). Les terres sont choisies une fois pour tout le temps de l'affermage.

- 1. Art. 6 et 8.

Elles seront mises à la disposition d'une Banque agraire, à créer, même si dans les communes du département ou des autres départements on ne trouvait pas des laboureurs pouvant cultiver toute leur surface (1). L'affermage obligatoire est la seule restriction imposée au propriétaire dans l'exercice de son droit ; pour le reste il garde sa complète liberté. Les contrats d'affermage, exceptant ceux des associations paysannes sont réduits pour la surface de terre affermée en exécution de la loi ; les fermiers bénéficient d'une réduction proportionnelle de la somme due (2).

La terre ainsi obtenue sera généralement affermée aux associations paysannes. Les affermages individuels seront faits exceptionnellement et seulement avec l'autorisation d'une commission agraire départementale (3). La durée maxima de l'affermage sera de cinq ans. Si jusqu'à l'expiration de ce terme la répartition du terrain n'est pas faite ou bien si la Banque agraire n'a pas acheté la portion de terre soumise à l'affermage, cet affermage sera prolongé, de droit, pour une nouvelle période dans les mêmes conditions (4).

Nous n'insistons pas sur les détails de procédure

1. Art. 13.

2. Art. 18.

3. Art. 30.

4. Art. 31.

et nous exposerons la distribution des lots dans lesquels la terre affermée sera divisée. Ces lots seront pour chaque commune de trois genres : petits, moyens et grands. Deux tiers de la terre affermée seront partagés en petits lots. Le reste sera divisé en lots moyens et grands. La surface du petit lot sera calculée de façon que le produit qu'il donnera satisfasse aux besoins minimum de l'existence du paysan, son étendue variera entre 3 et 10 hectares. La surface du lot moyen variera entre 10 et 15 hectares généralement, celle du grand lot entre 15 et 20 hectares généralement (1). Sur les terres entièrement affermables la proportion qui serait due au propriétaire, si elles n'entraient pas dans cette catégorie, sera affermée en lots ayant une surface variant entre 25 et 100 hectares. Les paysans ne peuvent acheter la terre affermée qu'en respectant le lotissement établi (2).

Les lots petits et moyens seront distribués seulement aux paysans (laboureurs) roumains. Les grands lots seront distribués à tous les agriculteurs roumains, de préférence aux agronomes, aux instituteurs (de campagne) et aux prêtres (de campagne).

Toutes ces personnes sont obligées de s'établir dans les communes où se trouvent les terrains affermés. Les femmes qui conduisent une exploitation

1. Art. 43.

2. Art. 46.

agricole auront le même droit. Pour avoir le droit de faire part des associations et d'obtenir des lots les paysans et les autres agriculteurs sont obligés de déposer à la Banque agraire une garantie d'au moins la moitié de la somme due pour l'affermage annuel des lots (1).

Les paysans ayant beaucoup souffert à cause de la guerre peuvent être exemptés de ces garanties (2). Pour toutes les sommes déposées comme garantie la Banque agraire payera un intérêt de 5 o/o. Pour les besoins de l'école rurale on gardera un lot de 5 à 10 hectares. On gardera également jusqu' 40 hectares par arrondissement pour des écoles préparatoires agricoles (3).

La culture à dime et le sous-fermage de lots accordés par la loi sont défendus. La sanction c'est la perte de droit aux bénéfices de la loi. Les systèmes et les opérations de culture sur les lots affermés seront déterminés par le Conseil supérieur de l'agriculture.

Les paysans qui ont mal travaillé ou qui ne se sont pas soumis aux prescriptions de la loi pourront être rétrogradés en ce qui concerne l'étendue des lots accordés : ils pourront même, le cas échéant, être exclus de l'usage de la terre affermée (4).

1. Art. 48.

2. Art. 49, 50, 51 et 52.

3. Art. 54, 55.

4. Art. 56, 57, 58.

Le prix de l'affermage par hectare sera fixé pour chaque terre à part tous les ans par une commission agricole départementale composée de délégués des petits et des grands agriculteurs et du conseiller agricole. En aucun cas le prix ne peut être inférieur à celui prévu dans les contrats de fermage (1). Le Conseil supérieur de l'agriculture est l'instance d'appel, dont les décisions sont définitives. Le paiement du fermage est garanti par l'Etat, la Banque agraire doit le payer au propriétaire même s'il n'avait pas été acquitté par les fermiers des lots (2).

En échange des bénéfices accordés par la loi, les paysans sont obligés de labourer la terre restée au propriétaire ou au fermier jusqu'à la limite de leur capacité de travail (3).

*
* *
*

En dehors de l'affermage le projet contient des dispositions relatives à la vente éventuelle de la terre affermée aux paysans. Il ne s'agit que d'une vente faite à l'amiable. La vente concernera seulement la surface du sol. La Banque agraire servira d'intermé-

1. Art. 60, 61.

2. Art. 65.

3. C'est une disposition qui peut donner lieu à d'innombrables abus. V. art 66.

diaire. Elle avancera 80 o/o du prix. Le laboureur possédant déjà un lot doit dans les six mois du moment de l'achat d'un autre lot, mettre le premier lot à la disposition de la Banque agraire en vue du commasement (1). En ce qui concerne les charges hypothécaires grévant ces terrains, la loi prévoit deux hypothèses : 1° Si seulement le Crédit foncier est créancier, son hypothèque passera sur la terre vendue jusqu'à concurrence de son prix. Le propriétaire est déchargé. La perception et le paiement des annuités au Crédit seront faits par la Banque agraire. Mais à part le Crédit, il y a aussi des créanciers particuliers ; les hypothèques de ces derniers seront restreintes seulement sur le terrain laissé au propriétaire, ils n'auront droit sur la terre vendue que s'il y a excédent de prix sur la créance du Crédit. Leurs droits s'exerceront dans ce cas conformément à leurs conditions de rang (2). Les mêmes dispositions seront appliquées aux biens des personnes morales et des incapables. Le droit de vendre appartient à leurs représentants légaux. Le prix de la vente sera soumis au même régime que la terre vendue (3).

* * *

Pour favoriser le développement de l'agriculture,

1. Art. 69 et suiv.

2. Art. 71, 72.

3. Art. 73.

M. Garoflid a pensé à une disposition législative pleine d'intérêt, à notre avis. C'est la création des Chambres agricoles, organes représentant les intérêts des agriculteurs. Elles auraient aussi le rôle de créer et de diriger des institutions propres en vue d'aider au perfectionnement de la technique et de l'économie rurale. Une contribution obligatoire leur fournirait les moyens pécuniaires (1). Ces Chambres seraient élues pour cinq ans. Elles seraient composées de membres élus et de membres de droit (2), élus par deux catégories d'électeurs : directs et indirects. Pour être électeur direct il faut conduire sur son propre compte une exploitation agricole d'au moins 4 hectares ou bien 1 hectare de culture maraîchère, pépinières, vignes, arbres fruitiers, etc. Sont aussi électeurs directs : les propriétaires ou fermiers des forêts de la région dont l'exploitation a une surface d'au moins 50 hectares ; les propriétaires et fermiers des entreprises industrielles annexes à l'agriculture et à la sylviculture de la région qui conduisent pour leur propre compte l'entreprise avec un capital minimum de 10.000 lei ; les diplômés des écoles publiques d'agriculture et de sylviculture, médecine vétérinaire, viticulture, horticulture, etc., domiciliés dans la circonscription de la Chambre respective. Pour les membres du corps

1. Exposé des motifs du projet. Jassy, 1918.

2. Art. 4 : 25 membres élus et 12 membres de droit au moins.

agronomique chaque grade en plus donne droit à un vote (1). Les habitants domiciliés dans la circonscription de la Chambre agricole respective s'occupant avec l'agriculture qui ne satisfont pas à ces conditions sont électeurs indirects. Ils choisissent des délégués qui voteront pour eux (2). Les électeurs directs ont droit à un vote en plus pour chaque portion de 15 hectares de terrain cultivable, 150 hectares de forêt, 4 hectares de terrain employé pour la culture maraîchère, vigne, arbres fruitiers, etc., etc. Ils peuvent avoir de cette façon jusqu'à 10 votes. Les entrepreneurs d'industries agricoles jouissent du même droit pour chaque somme de 25.000 lei dépassant le capital minimum demandé pour être électeur direct. Les délégués des électeurs indirects ont droit à un vote.

Voici les attributions que ces Chambres devaient avoir: « Les Chambres agricoles ont le devoir de défendre et de représenter tous les intérêts de l'agriculture et de la sylviculture dans leur région. Elles ont le droit et le devoir de donner au Gouvernement et aux autorités administratives des opinions, des informations et de faire des propositions sur les intérêts et les besoins de l'agriculture et de la sylviculture. On doit tenir compte de ces interventions. Elles doivent également donner des informations et

1. Art. 13.

2. Un délégué pour 20 électeurs indirects.

leur concours effectif aux agriculteurs, exploitants des forêts et des industries annexes à l'agriculture et à la sylviculture, aux ouvriers de ces professions, aux associations coopératives, aux sociétés ou institutions ayant un caractère agricole ou sylvie et aux autorités administratives dans toutes les questions intéressent l'agriculture et la sylviculture ». Le Gouvernement devrait demander leur avis sur toutes les dispositions législatives concernant l'agriculture et la sylviculture (1). Les Chambres agricoles doivent faire des enquêtes et établir des statistiques relativement aux questions intéressant la production du sol, et les rapports sociaux de la population de leur région (2). Chaque Chambre agricole enverra trois représentants au Conseil supérieur de l'agriculture. Au commencement de chaque année les Chambres devront rédiger un rapport général sur le mouvement agricole, sylvique et social de l'année passée dans la région. Elles doivent aussi publier un compte rendu de leur activité (3). Chaque Chambre agricole est divisée en plusieurs sections par spécialités de travail : agriculture, sylviculture, etc.

* *

Dans son projet d'organisation du Ministère de

1. Art. 39, 40.

2. Art. 42.

3. Art. 46.

l'Agriculture (1), M. Garoflid vise par l'institution d'un Conseil de l'agriculture, la création d'une direction constante et continue qui puisse accomplir avec précision un certain programme (2). A cet effet, le projet prévoit la création d'une direction générale de l'agriculture. Cette institution serait un organe directeur, consultatif et de contrôle. Elle serait mise sous la direction d'un Conseil supérieur de l'agriculture. Ce conseil serait composé de membres nommés, de droit et élus. Ces derniers sont élus par les Chambres agricoles à raison de trois membres par Chambre, ce qui fera 18 membres élus. Le nombre minimum des membres de ce Conseil sera de 30 : 10 membres seront nommés et 2 seront membres de droit. Le Conseil a en outre le droit de coopter des membres parmi les techniciens connus. Ces membres n'auront qu'un vote consultatif. Les membres jouissent d'une grande stabilité dans leurs fonctions. Le Conseil est l'organe unificateur des Chambres agricoles et l'aide du Ministre de l'Agriculture. Il a le droit de proposer des mesures pour l'organisation, le développement et la protection de l'économie rurale. Il a le devoir d'étudier tous les nouveaux problèmes économiques et d'indiquer des solutions ; il doit être consulté lors de la rédaction des lois, règlements et conventions relatives à la

1. Jassy 1918.

2. Exposé de motifs du projet.

technique agricole et rurale du pays et à l'organisation des rapports sociaux agraires. Il sera divisé en huit comités par spécialités. On donnera une attention spéciale à la partie technique et à l'enseignement agricole (1). C'est le ministre de l'agriculture qui est le président de droit de ce Conseil. Son vote a pouvoir départiteur en cas de parité de suffrages.

* * *

Telles sont dans leur ensemble les dispositions contenues dans les projets de M. Garoffid. Ni la loi sur l'affermage obligatoire ni les autres projets ne furent exécutés. La loi avait le tort de négliger la promesse expresse contenue dans la Constitution modifiée, par l'introduction de la disposition instituant l'expropriation. Cette réforme fut appliquée par un décret-loi du 16 décembre 1918, qui est un décret prenant des dispositions législatives. Il a été complété par un autre décret-loi instituant une Caisse centrale de la coopération et de l'impropriation qui n'est que la Caisse centrale des banques populaires et des coopératives paysannes qui fonctionnera dorénavant comme institution autonome auprès du Ministère de l'agriculture. Cette institution préside à l'application des dispositions du décret-loi. Nous exposerons les dispositions de cette réforme d'après la même méthode.

1. Art. 5 à 12.

V

Sont expropriées entièrement les mêmes catégories de propriétés que dans les projets examinés aux chapitres I et III de cette partie (1). Les terres dont la surface dépasse 100 hectares (2) et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes sont expropriées partiellement d'après une échelle progressive qu'on trouvera plus loin. Le sous-sol des terres expropriées appartiendra à l'Etat (3). Les propriétés indivises seront considérées comme divisées au point de vue de l'application de l'échelle progressive. La surface totale dont les terres entrant dans cette catégorie seront diminuées est fixée à 2.000.000 hectares. Le propriétaire qui possède plusieurs terres peut garder l'étendue de terre qui lui resterait après l'expropriation sur une seule terre à condition que sur cette terre, les paysans ne puissent être impropriés que par colonisation (4). Dans le cas où l'application de l'échelle suscitée ne donnerait pas les 2.000.000 hec-

1. Art. 19 Const. Ici, il ne s'agit cependant que du terrain cultivable pour les biens des domaines de la Couronne, de la Caisse rurale et des autres personnes morales. Sont expropriées entièrement les biens ruraux des absentéistes et des étrangers, sur ce point, c'est une disposition spéciale à la Constitution.

2. Terrain cultivable.

3. Décret du 15 décembre, art. 2.

4. Art. 14.

tares nécessaires, on procédera, d'après une cote à établir, à l'expropriation successive des catégories suivantes de propriétés rurales : 1° Les terres de ceux qui en dépit des dispositions de la loi de 1907, n'ont pas donné des pâturages aux communes ; 2° Les terres qui ont été continuellement affermées pendant les derniers dix ans ; 3° Les propriétés de ceux qui auront après l'application de la loi plus de 500 hectares en tout. Si même de cette façon la surface requise ne sera pas obtenue on prélèvera une quantité proportionnelle sur toutes les terres sujettes à l'expropriation (1).

Par la consignation du prix la propriété des biens expropriés passe à l'Etat, libre de toutes charges. Seules des hypothèques du Crédit foncier rural sont maintenues. Les autres charges dont les terres expropriées étaient grevées ne pourront être exercées que sur les titres de rente qui constitueront le prix de la terre expropriée et seront consignés à la Caisse des dépôts et consignations. Aucune action ne peut empêcher l'expropriation. Jusqu'au jour de la consignation du prix aucune cession, poursuite, saisie ou séquestre ne peuvent être faits en main de l'Etat. Ceux déjà institués sont supprimés de plein droit (2). Si la propriété est hypothéquée on fait deux distinctions.

1. Art. 15.

2. Art. 50, 51.

a) *Hypothèque du Crédit foncier rural.* — Cette hypothèque est maintenue sur la terre qui a été expropriée. Si le prix du terrain exproprié est plus petit que la somme pour laquelle l'hypothèque a été constituée, l'Etat prend à sa charge une portion de l'hypothèque égale à la somme qu'il doit payer, le reste grèvera le terrain non exproprié. Si le prix du terrain exproprié est plus grand que le montant de l'hypothèque l'Etat payera la différence au propriétaire selon les modalités prévues par la loi (1).

b) *Autres créances hypothécaires.* — Toute hypothèque de même que le privilège du vendeur sont supprimés en ce qui concerne la portion de terre expropriée. La partie de la créance proportionnelle à la valeur de la terre expropriée est déclarée exigible et sera payée titres de rente. Le contrat de fermage est supprimé pour la surface expropriée sans aucun droit de la part du fermier ou du propriétaire. Cependant si la surface expropriée dépasse 25 o/o du total de la terre le fermier peut renoncer au contrat.

Sont résiliés totalement et de plein droit tous les contrats de fermage dont l'exécution n'a pas commencé au moment de la publication de la loi (2).

* * *

1. Art. 51, 52.

2. Art. 45.

Pour le moment ce sont les associations paysannes qui exploitent les terres expropriées. Une loi déterminera des conditions de la vente aux paysans (1). Les associations doivent être composées de paysans cultivateurs qui n'ont pas une surface de terre suffisante. Ceux qui ont pris part à la guerre et leurs descendants sont préférés (2). Les associations se conduiront d'après les prescriptions de la loi des banques populaires et d'après les dispositions prises par la Caisse centrale de l'impropriation (3).

*
* *
*

Les prix des terrains expropriés seront fixés par hectare, par catégories et qualités de terrains. Ils seront déterminés par les éléments suivants : prix des ventes des terres de la localité et du voisinage pendant les derniers cinq ans avant le 15 août 1916, prix régional de fermage, les évaluations faites par les institutions de crédit, le revenu net par hectare, les appréciations faites par les spécialistes sur la qualité de la terre, l'impôt foncier et n'importe quels autres éléments sous la seule restriction que l'évaluation ne dépasse pas le prix régional de fermage multiplié par vingt. Pour les terrains de montagne dont on

1. Art. 37.

2. Art. 38.

3. Voir *supra*. Art. 41 du décret.

n'exproprie que la surface en vue de la création de pâturages communaux, le prix ne pourra dépasser le prix régional d'affermage multiplié par quinze. Le maximum sera déterminé comme pour les autres terres si le propriétaire déclare renoncer au sous-sol. Le paiement sera fait aux propriétaires privés en titres de rente à 5 o/o amortissables en cinquante ans. Leur valeur nominale est considérée comme valeur réelle. Les personnes morales seront payées en titres de rente perpétuelle portant le même intérêt. L'Etat contribue avec 35 o/o du prix de l'expropriation en vue de faciliter le paiement de la terre et l'acquisition du capital d'exploitation. L'Etat fera toujours le paiement, en consignait le montant des titres de rente dus, à la Caisse des dépôts et consignations. Par ce seul fait il se délivre de toute obligation. Le propriétaire ne pourra lever ces titres de rente qu'avec l'autorisation du président du tribunal de la situation de la terre expropriée (1).

Ici non plus nous n'insisterons pas sur les détails de procédure. Nous mentionnons seulement que les commissions (2) qui s'occupent de l'application du décret sont composées de délégués des paysans et des propriétaires sous la présidence d'un magistrat. La question du prix est jugée en dernière instance

1. Art. 46 à 49.

2. Commissions locales, départementales et régionales. V. art. 20-34 du décret cité, pour ces questions.

par la Cour d'appel; ses décisions ne sont atta-
quables ni par appel ni par opposition.

Nous terminerons cette partie de notre ouvrage en donnant quelques indications sur le décret-loi instituant la Caisse centrale de l'impropriation des paysans et de la coopération (1). Nous avons vu quel est le caractère de cette institution. D'après l'article 2 du décret-loi le but de l'institution est :

- a) D'aider les banques populaires, les coopératives, les associations paysannes et leurs fédérales, de les surveiller et de les contrôler ;
- b) d'autoriser la constitution et le fonctionnement de ces institutions ;
- c) d'organiser les associations d'affermage, d'achat et d'impropriation ;
- d) d'accorder un crédit mobilier aux institutions coopératives ;
- e) d'accorder du crédit hypothécaire aux propriétés rurales jusqu'à 100 hectares ;
- f) d'acheter du terrain en vue de la vente aux paysans et du commassement des petites parcelles ;
- g) faire des commassements, des colonisations et exécuter des améliorations foncières ;
- h) faire le cadastre des terres parcellées et des parcelles commassées ;
- i) créer les écoles nécessaires à la préparation du personnel spécial de l'institution ;
- j) conduire et exécuter les travaux de l'expropriation et de l'impropriation ;
- k) organiser les assurances sociales...

Selon la nature de ses opérations la Caisse centrale se divise en cinq sections :

1. Décret-loi du 3 janvier 1919.

1° Centrale des banques populaires ayant un capital de 2½ millions. Dans le Conseil d'administration de cette section les représentants des banques populaires ont quatre places sur neuf ;

2° La Centrale des coopératives paysannes de production et de consommation avec un capital de 12 millions. Les représentants des associations paysannes auront trois places sur six dans le Conseil d'administration :

3° La Centrale des associations paysannes et des exploitations agricoles. Les associations paysannes ont toujours trois places sur six dans le Conseil d'administration. Enfin 4° la direction du cadastre et des travaux techniques et 5° la direction foncière et du Crédit foncier.

Chacune des trois premières directions délègue deux de leurs membres qui avec le directeur général de la Caisse centrale formeront la direction générale de la Caisse centrale de l'impropriation et de la coopération. Le Ministre présidera ce conseil quand il voudra, il pourra n'importe quand opposer son veto à ses dispositions.

* * *

Voici maintenant les points qui nous semblent caractéristiques se trouvant dans les statuts imposés aux associations paysannes, statuts qui ne peuvent être modifiés sans le consentement de la Centrale des

associations paysannes (1). La terre sera donnée à ceux qui n'en possèdent pas ou bien à ceux qui en possèdent une étendue insuffisante à l'entretien de leur famille. La portion de terre accordée variera avec l'étendue disponible. Le paysan doit posséder les instruments et le bétail nécessaires au labourage. Ceux qui ont plus d'enfants seront préférés à conditions égales. A conditions égales seront préférés les diplômés des écoles d'agriculture (2). L'Association est constituée sur la base de la responsabilité solidaire et illimitée de ses membres. L'organisation et la direction de l'exploitation est confiée à un administrateur agronome (3). Pour couvrir ses besoins d'argent, dans le cas où elle manquerait de fonds, l'association s'adressera à la Centrale des Associations paysannes (4).

1. Art. 68 des statuts modèles.

2. Art. 9 des statuts.

3. Art. 14.

4. Art. 35.

TROISIÈME PARTIE

I

Nous allons fixer quelques points capitaux qui vont nous servir de base dans l'appréciation des projets et du décret-loi.

Remarquons encore une fois que ce qu'on désire en Roumanie c'est de faire une nouvelle et meilleure répartition de la terre.

C'est seulement dans ce but que la distribution ancienne des biens ruraux est touchée. Le principe de la propriété individuelle reste. Quoique le décret-loi n'insiste pas sur le quantum qui sera donné aux paysans individuellement, parce que son œuvre est purement transitoire sur ce point, il fait allusion aux achats éventuels à faire par les paysans (1).

Ce point étant acquis il nous semble logique de déterminer de quelle façon pourra-t-on toucher à l'état actuel de la propriété en sorte que les intérêts

1. Art. 19 Const. et 37 du décret-loi.

économiques ne fussent pas trop lésés. Insistons d'abord sur ce fait que la propriété est l'expression de l'instinct d'acquisition qui n'est que le résultat ultérieur de l'instinct de conservation et d'activité. « Cet instinct, et la propriété son expression, sort des besoins des sens, du sentiment et de la préoccupation de l'avenir, de la maîtrise de soi et de l'effort vaillant » (1). Nous sommes d'accord à reconnaître qu'on est arrivé à un certain moment de l'évolution économique où la répartition de la propriété rurale est tellement défectueuse qu'il incombe à l'Etat de la corriger, de la refaire en quelque sorte. Mais on ne saurait cacher tous les dangers de cette façon de procéder car il est très difficile de donner à la réforme le caractère d'un minimum d'équité indispensable. Les réformateurs ne sauraient, sans les plus gros dangers pour l'avenir de l'Etat, pour sa moralité même, négliger ces éléments. Dans la classe possédante actuelle se trouve un grand nombre de gens qui ont acquis leurs propriétés grâce à un travail assidu et à leur esprit de prévoyance ; il se trouve aussi des gens qui ont placé des capitaux considérables, gagnés de la même façon, dans les fonds ruraux. Il suffit de cela pour qu'on ne puisse pas toucher à la légère aux uns comme aux autres sans le

1. Schmoller, *Principes d'Economie politique*, t. I^{er}, p. 92. La phrase est assez lourde, l'idée nous semble cependant très exacte.

grave danger social de la paralysie de toute activité d'un côté et de l'envie et du désir non justifié par une capacité de la part des futurs propriétaires. Stuart Mill a nettement fait l'application de ces idées en proposant, en vue de l'application de la nationalisation du sol : « Pour qu'aucun propriétaire ne puisse se considérer comme lésé, l'Etat leur offrira toujours l'alternative ou de payer le nouvel impôt ou de racheter leur propriété au prix marchand qu'elle aurait obtenu lors de l'inauguration de la réforme si on l'avait vendue à ce moment » (1). Voici le premier point posé : l'indemnité accordée au propriétaire exproprié doit être la plus juste possible ; cela dans l'intérêt de l'avenir économique du pays.

Mais jusqu'à quelle limite devra-t-on toucher à leurs propriétés ? A ce point de vue il faut penser à l'utilité que présente la grande propriété pour un pays. Il est impossible de contester cette utilité. La grande propriété permet la réalisation d'économies considérables dans l'exploitation. « La culture du terrain au moyen de la charrue, de l'extirpateur, de la herse, du cylindre, de la pioche, du buttoir et l'ensemencement à la machine exigent pour une même superficie d'autant plus de frais que la parcelle est plus petite » (2). D'après certains auteurs la superfi-

1. Cité d'après Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 659.

2. Kautski, *la Question agraire* (trad. française, 1900), p. 141.

cie minima de terre cultivable nécessaire pour pouvoir tirer tous les profits des instruments perfectionnés tels que la batteuse ou la charrue à vapeur serait de 250 à 1.000 hectares (1). Pour les petites propriétés l'usage des machines et même des outils perfectionnés n'est pas rentable. Seules les grandes exploitations permettent l'emploi d'un spécialiste qui puisse donner une direction convenable à l'activité agricole. Le grand propriétaire est à même d'apprécier les besoins du marché, il peut mieux profiter du crédit. Tout cela contribue à une production plus intense, plus opportune et par conséquent plus utile économiquement pour le pays. Une grande propriété avec une exploitation perfectionnée est une bonne éducatrice et un stimulant pour le petit propriétaire paysan qui vit à côté d'elle. Personne ne pourrait être mieux indiqué pour accorder le crédit foncier que le propriétaire. « Personne ne nous semble mieux placé que lui pour juger la valeur, la solvabilité et le mérite personnel du modeste fermier et du métayer avec lequel il fait des opérations de crédit mutuel que l'intérêt personnel des deux parties conduit à multiplier ou à restreindre. Toute mesure qui aurait pour effet de rompre cette intime association d'intérêts qui existe aujourd'hui entre le cultivateur et le propriétaire nous paraît singulièrement dangereuse. Il faut s'efforcer au contraire de la rendre plus étroite et plus

1. *Ibid.*, p. 142.

sûre. Les futures associations de crédit doivent donc rattacher à leur œuvre les propriétaires eux-mêmes » (1). A tous ces arguments on pourrait répondre en constatant le faible rôle qu'a joué à tous ces points de vue la grande propriété en Roumanie. Notamment le fait que les dettes grévant la propriété grande et moyenne s'élèvent à 1.200.000 lei pour une valeur foncière de 3.500.000.000 lei sans qu'on puisse remarquer de grandes différences au point de vue de la culture entre ces propriétés et la propriété paysanne. Ce qui prouve l'extrême prodigalité des classes riches en Roumanie (2). Mais la possibilité d'un changement n'est pas exclue et la réforme doit lui fournir tout le terrain nécessaire (3).

Occupons-nous maintenant des dispositions contenues dans les projets et lois exposés sur ces questions : Fixer le maximum de l'étendue des propriétés rurales à tout jamais nous semble une exagération illogique. Même si on se contentait de réduire pour le moment seulement l'étendue de toute propriété foncière appartenant à une même personne à 500, 350 ou 100 hectares (4) ce serait une exagération. En effet, comme nous l'avons remarqué plus haut,

1. Zolla, *Questions agraires*, t. I^{er}, p. 62.

2. Serban, *op. cit.*, p. 107 et 164.

3. A ce point de vue on pourrait exiger que les grands propriétaires et les grands fermiers fassent des études d'agronomie.

4. Comme le font les trois projets examinés au commencement de la deuxième partie.

la propriété plus ou moins étendue peut être l'acquisition d'une capacité économique supérieure. La personne qui l'a achetée en a peut-être gagné le prix en mettant en œuvre son esprit d'entreprise et sa capacité dans l'agriculture ou dans une industrie quelconque. Pourquoi lui enlever la portion qui dépasse les 500 hectares et l'égaliser avec une personne qui possédait moins que lui parce que moins capable ? Même si on admettait que la propriété provient d'un héritage nous ne voyons nullement comment on pourrait fournir la preuve que la personne qui la possède actuellement serait moins capable à la gérer qu'une autre. Et nous remarquerons en plus que ce serait une flagrante injustice de respecter l'héritage d'une personne ne possédant que 500 hectares (étendue assez considérable pourtant) et de ne pas respecter celui d'une autre qui en posséderait 550 par exemple. Cependant, ne se contentant pas de l'expropriation intégrale de toute propriété dépassant le maximum fixé, le projet Basileco défend à tout jamais la possession d'une étendue de plus de 500 hectares. C'est dépasser la mesure de toute bonne disposition économique et mettre des entraves aux individus entreprenants. On comprendrait de pareilles dispositions dans une législation qui supprimerait ou serait en train de supprimer la propriété individuelle mais conserver cette forme de propriété et lui mettre de pareilles entraves nous semble complètement

injustifiable. Plus logique nous semble à cet égard l'échelle progressive du décret-loi. Une propriété de 250 hectares serait réduite à 185,9, une propriété de 500 hectares à 241,2 celle de 2.000 à 324,6, etc. M. BasileSCO se demande : « Sur quel principe économique ou sur quel fondement de droit repose l'idée en elle-même de progression ? La progression sans plus, dans l'imposition est condamnée comme principe absolu par la conscience universelle, car elle recèle une véritable confiscation » (1). Ces affirmations nous étonnent. Sur quel principe repose l'idée de progression ? Sur le principe d'équité d'après lequel les grands propriétaires ne devant contribuer à la constitution de la nouvelle propriété paysanne, cette contribution ne saurait être faite que plus ou moins proportionnellement à leurs ressources. Quant au fait que la progression recèlerait une véritable confiscation, l'affirmation nous étonne après avoir vu les dispositions préconisées dans le projet de M. BasileSCO relativement à l'expropriation et à la petite propriété qu'on veut créer.

En ce qui concerne la liquidation des charges dont les terres expropriées sont grevées, en principe, nous ne comprenons pas l'expropriation des créanciers hypothécaires. Nous ne voyons pas le grand inconvénient qu'il y aurait eu si leurs créances n'avaient

1. *Op. cit.*, p. 84.

pas été touchées par la loi. Au contraire il n'y aurait eu que l'avantage économique considérable qu'il y a chaque fois que les droits acquis par de libres conventions sont respectés. Pourquoi priver les créanciers non seulement des avantages des conventions qu'ils avaient conclues, mais de la disposition de leurs capitaux ? Cette mesure est d'autant plus inexplicable que le décret-loi introduit une différence de régime selon qu'il s'agit d'un simple particulier ou du Crédit foncier. Comme on l'a vu l'hypothèque de ce dernier est respectée. Comment pourrait-on s'expliquer une pareille chose ? On comprend que l'Etat prenant sur son compte les hypothèques qui grevaient la propriété expropriée évite d'émettre une trop grande quantité de titres de rente, mais alors pourquoi ne pas généraliser la mesure ? Nous osons croire que l'injustice ne sera pas poussée jusqu'au bout et que les Chambres voteront au moins le dédommagement en argent des créanciers hypothécaires. Pour nous la meilleure chose nous semble de ne pas toucher à leurs droits.

Comme on l'a vu, le paiement des propriétés expropriées et de toutes les charges les grevant sera fait en titres de rente amortissables en cinquante ans et portant un intérêt de 5 o/o par an. Le paiement des terrains appartenant aux personnes morales sera fait en titres de rente perpétuelle portant le même intérêt. Pour les deux la valeur nominale est consi-

dérée comme valeur réelle. On se rend compte de suite de toute la gravité d'un pareil procédé. Les auteurs du nouvel article 19 de la Constitution avaient aperçu tous les dangers du problème quand ils ont mentionné dans cet article que le prix « pourra » être fait en rente sur l'Etat. M. Take Jonesco avait même demandé en 1914 que le paiement de l'indemnité soit fait en numéraire or au préalable. Loin de vouloir lui en faire un tort comme M. Basilescu (1) nous comprenons la légitimité d'une pareille préoccupation que nous avons aussi rencontrée dans le projet du Parti du Travail et dans la loi Garoflid. Les inconvénients du paiement par des titres de rente sont considérables. Constatons qu'on a exproprié environ 2.500.000 hectares de terre, comptons à environ 1.000 lei le prix de l'hectare (2) et nous obtiendrons plus de 2.500.000.000 en titres de rente sur le marché. La meilleure chose à faire pour les possesseurs est, à notre avis, de garder les titres ; car si on se mettait à les négocier à quel cours, arriveraient-ils sur le marché ? D'ailleurs les auteurs de la réforme et des autres projets ont bien apprécié l'éventualité d'une baisse quand ils mentionnent que la valeur nominale sera consi-

1. *Op. cit.*, p. 87.

2. La limite du prix régional de fermage multipliée par 20 donne généralement entre 600 et 1800 lei par hectare. Voir notre première partie.

dérée comme valeur réelle. Et notamment M. Basilelesco quand il organise, dans son projet, le rachat des titres de rente se trouvant sur le marché avec les sommes payées, à titre d'amortissement (1), par les impropriés.

On a vaguement parlé en Roumanie de la possibilité d'employer pour le développement de l'industrie les sommes provenant de l'expropriation. C'est une illusion car les titres de rente arrivant à un cours très bas sur le marché, on doit penser quel bénéfice demanderait le capitaliste à l'entreprise pour qu'elle puisse lui présenter un avantage réel quand l'Etat lui payera 5 o/o pour le titre de rente forcément déprécié. Ce bénéfice sera-t-il fourni par le consommateur ? L'opération constitue aussi une lourde charge pour l'Etat. D'après le décret-loi l'Etat contribue avec 35 o/o du prix des terrains expropriés, ce qui fait environ 700.000.000 lei sur les 2 millions d'hectares pris aux propriétés individuelles. La charge est considérable si l'on envisage l'augmentation que présente notre dette à la suite des opérations de guerre : emprunts pour payer les frais d'armement, charges à venir résultant des dédommagements accordés aux victimes de la guerre, pensions aux familles des soldats etc. M. Seulesco, professeur de science financière à la Faculté de Bucarest, évaluait, il y a

1. Art. 25 du projet.

quelques mois, la dette consolidée et flottante de l'Etat à 5.247.925.100 lei, elle ne s'élevait au commencement de la guerre qu'à 1.700.000.000 lei. Mais dans ce compte il ne mettait pas toutes les dettes à acquitter après la guerre telles que : bons de réquisition, indemnités pour les dévastations de l'ennemi et des alliés... Russes (dont une partie pour les vins et les alcools versés pour maintenir l'ordre dans leurs armées). Il faudra ajouter à tout cela le chiffre de 700.000.000 mentionné. Et nous n'avons pas compté la portion afférente aux dettes publiques de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, pour la Bessarabie, la Transylvanie et la Bucovine. On conviendra qu'on aura une situation financière assez délicate. Voilà les éléments qui peuvent faire juger les difficultés de la situation. On ne saurait contester cependant que même dans ces conditions la réforme agraire était une nécessité et que, quels que soient les désavantages qu'il présente, le payement en titres de rente était la seule solution possible. Ce qui nous rassure sur les effets de la réforme ce sont les dernières statistiques agricoles d'après lesquelles les grandes exploitations commencent à être dépassées en ce qui concerne la production du blé par les exploitations paysannes dans les régions où la grande propriété est moins étendue (1).

1. Serban, *op. cit.*, p. 193. Constatations faites d'après la statistique agraire de 1913.

Nous constaterons à la fin de ce chapitre, quoique cela dépasse d'une façon évidente notre sujet, le progrès extraordinaire de l'idée d'intervention de l'Etat en Roumanie. Le nouvel article 19 de la Constitution considère comme d'utilité publique, pouvant donner lieu à l'expropriation, les travaux d'irrigation des chutes d'eau..., le comblement des petites propriétés rurales ou même urbaines, enfin même la création d'établissements industriels est mise dans la même catégorie. D'après le décret du 16 décembre 1918 le sous-sol des terres expropriées est propriété de l'Etat. M. Basilescu dans son projet n'accorderait le droit d'explorer et d'exploiter le sous-sol des terres expropriées qu'à l'Etat (1). Donner seulement à l'Etat le droit d'explorer le sous-sol nous semble un empêchement des recherches individuelles qui pourraient présenter beaucoup d'avantages. Donner seulement à l'Etat le droit d'exploiter, en entendant par là exploitation directe, nous semble une disposition également inopportune parce qu'on sait que l'exploitation directe de l'Etat n'est guère rentable.

Il y a un avantage à ce que la mine appartienne à l'Etat et cet avantage consiste dans la possibilité qu'aurait ce dernier d'exercer une surveillance sur

1. § 27 28. La loi Garoflid contient une disposition tout à fait contraire. D'après cette loi la vente bénévole doit concerner seulement la surface du sol. Disposition d'autant plus difficile à comprendre qu'il s'agit d'un achat fait à l'amiable.

l'exploitation, possibilité d'une participation aux bénéfices; enfin une amélioration de la situation des ouvriers pourrait être stipulée dans l'acte de concession. A ce point de vue nous approuvons la mesure. Elle présente aussi l'avantage évident, pour un pays pas riche en capitaux comme la Roumanie, de garder les richesses du sous-sol dans le patrimoine de la Nation.

Dans un autre ordre d'idées on a vu que M. BasileSCO préconise l'expropriation des forêts des personnes morales au profit de l'Etat. Nous ne comprenons pas la raison de cette disposition. Généralement on est d'accord que « les associations de personnes morales qui représentent quelque grand intérêt général..., à raison de leur perpétuité trouveraient dans la propriété forestière précisément le genre de placement adapté à leurs fins (1) ». Si l'on part dans cette voie nous ne comprenons pas pourquoi le projet cité épargne la forêt individuelle (2) ? A notre avis le décret-loi a bien fait de n'avoir touché qu'au terrain cultivable des personnes morales. Etant données ces dispositions il nous semble inutile d'insister sur ce point.

1. Gide, *Cours* p. 269, t. II. éd. 1919.

2. Voir le projet du Parti du Travail qui est au moins plus logique sur ce point,

II

Nous avons examiné jusqu'à présent les questions qui se rattachent à l'expropriation. Dans cette dernière partie nous examinerons les questions se rattachant à la création de la nouvelle propriété, à l'impropriation. Nous avons montré dans l'introduction que ce qu'il nous faut en Roumanie c'est une propriété répartie économiquement qui entraîne la disparition du système de culture existant, en faisant possible une production plus intense. En vue de cela il faut d'un côté contribuer à la suppression de la propriété morcelée en favorisant la création de petites et moyennes propriétés paysannes indépendantes et, d'un autre côté, relever l'éducation du paysan pour le rendre capable de bien conduire de pareilles exploitations ; l'Etat par les mesures législatives prises ne pouvant pas être l'unique facteur de la création de cette propriété. Ce sont les deux points de vue qui feront l'objet de ce qui va suivre.

« Le grand nombre des propriétés foncières détermine un Etat d'aspect plus démocratique que là où seulement 5 à 20 o/o des pères de famille ont derrière eux les garanties d'indépendance que donne la propriété du sol » (1). Contribuons à la démocra-

1. Schmoller, *op. cit.*, t. II, p. 385. -

tisation de notre Etat, en contribuant au relèvement économique et intellectuel du paysan, en contribuant à l'agrandissement du nombre des propriétés rurales indépendantes. Nous disons contribuer parce que nous croyons que la propriété indépendante ne pourra jamais être uniquement l'œuvre de l'Etat. « Ce n'est pas chose facile que de créer la petite propriété. Là où elle existe elle est le résultat d'un ensemble de causes économiques et politiques qui ont agi au cours des siècles... » (1) Dans le même sens M. Souchon : « Il est permis d'estimer, tout en pensant d'une façon générale que l'Etat ne doit pas se désintéresser de la propriété paysanne, qu'il n'y a pas à proposer des lois pour assurer directement et artificiellement son développement ». « Il faut limiter la portée de cette conclusion en remarquant que parmi des mesures ne paraissant pas avoir pour effet direct le passage direct de la terre aux cultivateurs il en existe qui énergiquement concourent à ce résultat. Tel est le cas pour toutes les tentatives d'organisation du Crédit agricole... » (2) Enfin d'après M. Zolla : « L'Etat n'a pas comme on le croit le pouvoir de diviser à son gré la propriété ou la culture ». « A des conditions économiques et agricoles diverses doivent correspondre des solutions différentes. Le caprice d'un administrateur ou la science incertaine

1. Gide, *Cours d'Economie politique*, p. 624, éd., 1913.

2. Souchon, *la Propriété paysanne*, p. 181, 182.

d'un homme d'Etat ne peut pas modifier ces conditions et régler la division des héritages en même temps que celle des exploitations » (1). Sans adopter complètement ces opinions en ce qui concerne la Roumanie nous dirons que le fait d'accorder au paysan une propriété susceptible d'être cultivée d'une façon indépendante n'est pas suffisant en lui-même. De même il nous semblerait contraire à la logique des choses humaines d'accorder des propriétés aux paysans, propriétés qui puissent leur permettre de vivre et après de dire : « nous voulons établir un régime de petite propriété, nous nous opposons à tout cumul de terres dans le patrimoine d'une seule personne, nous considérons la petite propriété comme le régime social le plus démocratique et le plus salubre, comme celui qui permet l'accroissement de la population, comme la meilleure garantie de la paix sociale... Donc par toutes mesures nous empêcherons le cumul. En voulant établir de pareils empêchements on se donnerait l'air « de parents qui retiendraient leur enfant pour toute la vie au berceau et dans les langes pour qu'il ne se fasse pas de mal à lui-même ni à autrui. Cette présomption d'un état de minorité perpétuelle lorsqu'elle se traduit en fait, non seulement empêche en général le développement de la maturité, mais fait aussi spécialement

1. Zolla, *Questions agraires*. Introduction, p. 5 et 6.

obstacle à tout progrès d'intensité dans l'agriculture et la réduit à l'impossibilité de suivre comme il le faudrait le développement croissant de l'industrie » (1). On ne saurait mieux dire. Ce qu'il faut pour un grand développement économique c'est un régime de liberté où les individualités de force puissent se manifester. Cela n'exclut pas l'idée de protection et d'aide mais s'oppose au système de la tutelle à perpétuité. Nous considérons extrêmement dangereuses les mesures fixant un maximum de propriété paysanne uniforme et indépassable de 5 hectares et la rendant temporairement et surtout perpétuellement indivisible et inaliénable. On ne saurait s'élever assez contre de pareils principes. « Tout développement supérieur de l'individualité, suppose développement supérieur assuré d'une certaine sphère individuelle de liberté, c'est à-dire de la propriété. La propriété individuelle n'est qu'un organe de la volonté agrandie » (2) « Au triomphe de l'agriculture intensive et au progrès de la technique se rattache étroitement chez tous les peuples les progrès considérables de la libre propriété privée » (3). M. Gide dit dans ce sens : « La propriété foncière a évolué progressivement et constamment de la forme collective à la forme individuelle... » (4).

1. Roscher, *Economie politique rurale*, p. 601.

2. Schmoller, *op. cit.*, p. 412, t. II.

3. *Ibid.*, p. 408.

4. *Op. cit.*, p. 396.

Quelle peut être la justification des dispositions tendant à établir une propriété uniforme de 5 hectares ? Les auteurs se sont demandé quelle est l'étendue minima qui puisse satisfaire aux exigences d'une famille de cultivateurs. M. Souchon croit que c'est seulement à partir de 5 hectares que la propriété rurale peut supporter cette charge (1). Si on pense en outre que la productivité rurale est inférieure pour le moment en Roumanie on se rendra compte qu'une surface de 5 hectares n'est qu'un strict minimum ; en constituer une limite uniforme c'est entraver l'exercice de toutes activités intelligentes. Ce n'est pas en endiguant ainsi la propriété qu'on parviendra à une bonne œuvre économique mais en laissant à toute capacité libre jeu pour sa force une fois qu'on lui aura donné les moyens de lutte. Pour répondre aux dispositions contenues dans le projet Basileco relativement à la transmission *mortis causa* des lots nous nous contenterons de citer, comme la meilleure critique, l'observation suivante de M. Gide : « Si on restreignait la liberté de tester aux petits domaines on ferait difficilement admettre qu'il put y avoir deux droits successoraux l'un pour les riches, l'autre pour les pauvres » (2). En ce qui concerne le bien de famille, le même auteur dit : « Pour que cette mesure eut réellement

1. *Op. cit.*, p. 178.

2. *Op. cit.*, p. 633.

pour effet de maintenir intacte la petite propriété il faudrait qu'elle fût obligatoire et qu'elle comportât non seulement l'insaisissabilité mais l'inaliénabilité. Néanmoins dans aucun pays on n'a osé aller jusqu'à car, on risquerait de dégoûter les agriculteurs de la petite propriété » (1).

Le décret-loi se contente, comme on l'a vu, de régler la question provisoirement. Nous n'avons rien à lui reprocher ayant surtout en vue la nécessité de faire l'éducation économique du paysan, chose à laquelle les associations paysannes bien organisées semblent très propices. A ce même point de vue ainsi qu'au point de vue du crédit à accorder aux entreprises agricoles la Caisse centrale jouera certainement un grand rôle. Cependant la loi Garoflid, où l'auteur reproduit en partie les solutions données dans les études citées, nous semble préférable par la possibilité qu'elle donne à la sélection en établissant les lots de 3-7 et 15 hectares pendant la période de l'affermage. C'est une disposition qui aurait pu être imitée par le décret loi à notre avis. Dans le même sens il faut citer la résolution du Congrès agricole de 1914 qui préconisait les mêmes principes demandant en outre la création de lots d'un hectare pour les ouvriers agricoles et les artisans (2). En outre il convient de rappeler les critiques qu'on a faites

1. *Op. cit.*, p. 636.

2. Dans Serban, *op. cit.*, p. 198.

à ces associations du fait qu'elles admettent dans leurs conseils d'administration les instituteurs et surtout les prêtres dont le rôle spirituel nous semble complètement incompatible avec la gérance des terres.

En somme voilà à quoi nous semble devoir se borner l'intervention de l'Etat au point de vue de la répartition de la propriété rurale en Roumanie : D'après les dernières évaluations la propriété paysanne a une étendue de 3.600.000 hectares (1). Avec les environs 2.326.000 (2) hectares obtenus grâce à l'expropriation nous aurions un total d'environ 5.986.000 hectares. L'idéal serait de pouvoir créer sur ce total entre 600-650.000 propriétés rurales dont l'étendue varierait entre 7 et 16 hectares (3). Mais cela impliquerait le comasement des petites propriétés. Ici il y aurait deux solutions. L'achat à l'amiable des petites parcelles fait par les communes ou les banques populaires ou bien une autre expropriation des propriétés morcelées. En tout cas dans cette dernière hypothèse le payement en titres de rente ne peut pas entrer en discussion. Mais ce serait une opération à longue échéance et nous

1. *Ibid.*, p. 15, d'après les statistiques de 1913.

2. Chiffres résultant de l'exposé du rapporteur de l'article 19, Const. modifiée. Débats. parl. an 1917.

3. Opinion exposée par M. Garoflid, *le Problème agraire*, p. 98.

avons vu que la réforme a un caractère assez urgent en Roumanie. Voilà pourquoi nous nous sommes rallié à la solution de l'affermage provisoire. La loi concernant la réglementation définitive de l'expropriation devrait maintenir le lotissement préconisé par la loi Garoffid pour l'affermage et ne permettre la vente des lots aux paysans qu'en leur imposant de céder au domaine spécial d'impropriation l'étendue qu'ils possèdent déjà. Ce nous semble le meilleur moyen d'effectuer le commassement (1). La solution de l'expropriation des petits lots si elle frappait les paysans qui, étant pauvres, ne peuvent pas acheter une plus grande étendue de terrain, provoquerait certainement des mécontentements.

Voilà la seule opération directe qu'on peut d'après nous, demander à l'Etat. C'est déjà trop lui demander. Le reste : aliénations, étendues maxima, transmission par hérédité, etc., doit être laissé au compte du libre jeu des lois économiques. C'est la meilleure école du progrès. Ce que l'Etat et les autres facteurs conscients peuvent faire à côté de tout cela se réduit à une seule chose : l'instruction et l'éducation économique.

1. En ce sens les dispositions de la loi Garoffid, article 69 et suiv.

III

Occupons-nous maintenant des mesures complémentaires destinées à donner toute l'intensité nécessaire au relèvement économique de la Roumanie. Le but de la réforme est la création d'un grand nombre de propriétés paysannes indépendantes.

Le décret-loi appelle l'expropriation une mesure d'utilité nationale... c'est tout dire. Mais pour être propriétaire indépendant il faut avoir la science nécessaire à administrer convenablement son bien. En outre, et ce n'est là qu'un truisme, cela implique l'existence même de cet esprit d'indépendance. Voilà ce qu'on ne pourrait faire d'un seul coup. « Si l'intervention de l'Etat est utile et même indispensable quand il s'agit de procurer aux hommes une certaine sécurité et un certain confort elle réussit moins bien quand il s'agit de leur procurer l'indépendance, la seule du moins qui paraisse aux yeux des hommes est celle qu'ils se créent eux-mêmes » (1). Cet état d'esprit ne saurait être créé que par l'éducation ; et nous prenons le mot éducation dans un sens approprié au but déterminé plus haut, c'est-à-dire : éducation professionnelle, éduca-

1. Gide, *Economie sociale*, p. 556.

tion sociale. L'intervention peut avoir une large place dans ce domaine et un rôle très utile à notre avis. Nous pensons à l'intervention de l'Etat, des personnes morales d'utilité générale (Eglise, etc.), enfin celle des intéressés eux-mêmes (grands propriétaires et paysans). Tous ces facteurs doivent penser d'abord à la création d'écoles et ces écoles devraient avoir dès le commencement un caractère professionnel agricole très marqué. C'est seulement en voyant que l'envoi des enfants à l'école a un avantage pratique immédiatement appréciable pour son exploitation que le paysan se convertira à ce sacrifice. Mais à part cela nous avons vu la nécessité d'une éducation sociale à faire ou au moins à compléter. M. Gide dit dans son *Traité d'Economie sociale* : « Aujourd'hui l'expérience a montré que le prétendu antagonisme entre les deux facteurs sociaux (l'individu et l'Etat) n'existe pas. Ensemble ils s'épanouissent ou ensemble ils ne font que végéter. L'objection classique que toute intervention de l'Etat dans le domaine économique est mauvaise parce que coercitive perd beaucoup de sa force du jour où cette coercition légale n'est plus qu'une décision de la majorité publique » (1). Nous déduisons de ces justes observations que ce qu'il faut surtout dans des conditions sociales telles que celles qui se présentent

1. *Op. cit.*, p. 48.

en Roumanie, ce sont des institutions qui, loin d'octroyer des bienfaits, mettent les individualités dans la possibilité de réaliser par leur propre travail, par leur esprit d'initiative une amélioration de leur situation sociale. Les associations paysannes et les banques populaires ont prouvé que la classe des agriculteurs est capable d'une initiative et d'un mouvement économique. C'est pour ces motifs que nous approuvons les dispositions contenues dans le décret-loi relatif à l'organisation de la Caisse centrale de l'Impropration et surtout les idées contenues dans les deux projets de M. Garofflid sur la réorganisation du Ministère de l'Agriculture et sur la création des Chambres agricoles. La Caisse centrale de l'Impropration pourra être un bon organe directeur de l'agriculture; ce qu'il y a de vraiment intéressant dans cette institution c'est la part que prennent dans son administration les représentants des banques populaires et des coopératives paysannes. Cependant à ces points de vue les deux projets de M. Garofflid nous semblent préférables. L'institution des Chambres agricoles est une idée très ingénieuse qui devrait être reprise et appliquée, car elle nous semble le moyen idéal de perfectionner l'éducation économique et sociale du paysan en encourageant ses propres efforts. « La collaboration de tous les agriculteurs en vue d'un intérêt professionnel commun rapprochera les classes sociales rurales aujourd'hui diver-

gentes » (1). Elle ferait peut-être plus, dirons-nous, elle favorisera le développement du sens de la responsabilité chez le paysan et contribuera à effacer de plus en plus dans sa mentalité la notion de l'Etat-providence. L'idée d'une majorité de représentants des Chambres agricoles (18 sur 30) sur les membres nommés dans la composition du Conseil supérieur de l'agriculture nous semble tout aussi heureuse, préférable à celle contenue dans le décret-loi sus-cité, d'après lequel les membres élus dans les diverses directions ne sont pas même en nombre égal avec ceux qui sont nommés.

*
* * *

La grande propriété doit aussi avoir une large part dans cette œuvre d'éducation. M. Gide parlant des transformations nécessaires du patronat dit : « Le patron considérera la fabrique de moins en moins comme sa maison, mais de plus en plus comme un établissement d'utilité publique avec les charges et les honneurs que comporte ce titre ». Et M. Lenoir, un patron : « Nous ne pouvons vivre confortablement tant que nos ouvriers ne participent pas à notre confort. » Certains de nos grands propriétaires devraient, *mutatis mutandis*, méditer un peu sur ces paroles. Nous rappellerons aussi le grand rôle que

1. Exposé de motifs.

peut jouer l'Eglise surtout dans un pays comme le nôtre où le nombre des croyants est si grand parmi les paysans et où les prêtres ont tant d'influence à la campagne. Nous rappellerons aux prêtres de chez nous tous les services rendus par les congrégations au point de vue de l'instruction.

C'est dans la direction du relèvement de la dignité de la personne humaine, dans la tendance à l'effacement du caractère passif du paysan roumain, passivité qui rend inutile toute mesure législative quelles que soient ses qualités abstraites, que l'œuvre de réforme doit être dirigée. Ce n'est que de cette façon qu'on arrivera au but qu'on s'est proposé : un grand nombre de producteurs indépendants, de ces hommes qui « gagnent leur vie sans employer des salariés et sans l'être eux-mêmes. Ils ne peuvent guère devenir trop riches, mais ils ne peuvent être suspects de s'enrichir par le travail d'autrui. Ils simplifient la question sociale » (1).

1. Gide, *op. cit.*, p. 470.

Vu et permis d'imprimer :

A. SOUCHON

Vu : le Doyen
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Basilescu*. — La question agraire en Roumanie. Paris, 1919.
Braesko. — Thèse sur la question paysanne. Paris, 1906.
Creanga. — Les Finances Roumaines sous le régime de l'occupation allemande. Paris, 1919.
Colescu. — Statistique agricole (en roumain), 1905.
Débats parlementaires, années 1917-1918.
Garoflid. — Opinions sur la question agraire (en roumain), 1907.
— Le problème agraire et sa solution (en roumain), 1908, réimprimé en 1918.
Georgeseo. — La réforme agraire. Thèse Paris, 1908.
Gide. — Cours d'Economie Politique, éd. 1913.
— Economie sociale, éd. 1911.
Gide et Rist. — Histoire des doctrines économiques, éd. 1910.
Roscher. — Economie Politique Rurale (trad. fr.), 1888.
Kautski. — La Question Agraire (trad. fr.), 1900.
Schmoller. — Principes d'Economie Politique (trad. fr.), 1905.
Serbau. — Nos problèmes sociaux agraires (en roumain), 1914.
Souchon. — La Propriété paysanne, 1899.
Zolla. — Questions Agraires d'hier et d'aujourd'hui, 3 vol. 1894-1895-1900.
Tasca. — Thèse Paris 1910, sur la Réforme agraire.

Une bibliographie détaillée relativement à ces questions se trouve à la fin de la thèse Georgesco et surtout de l'ouvrage cité de M. Serbau (en roumain).

Lois et projets examinés

Constitution roumaine, art. 19 modifié en 1917.

Décret-loi du 16 décembre 1918 concernant l'application de l'expropriation.

Décret-loi du 3 janvier 1919 relatif à la création de la Caisse centrale de la coopération et de l'impropriation.

Statuts des associations d'affermage en vue de l'impropriation.

Loi concernant l'affermage obligatoire, 1918.

Projet de loi relatif à la création des Chambres agraires, 1918.

Projet de loi relatif à la réorganisation du ministère de l'Agriculture, 1918.

Projet de loi relatif à la réorganisation du corps agronomique, 1918.

Projet de loi Basileco relatif à l'expropriation, 1917 (traduit en français à la fin de l'œuvre citée).

Projet de loi Dissesco, même sujet, 1917.

Projet de loi déposé par le Parti du Travail, même sujet, 1917.

ÉCHELLE PROGRESSIVE DE L'EXPROPRIATION (1)

PROPRIÉTÉS AVANT l'expropriation	LEUR ÉTENDUE APRÈS	PROPRIÉTÉS AVANT l'expropriation	LEUR ÉTENDUE APRÈS	PROPRIÉTÉS AVANT l'expropriation	LEUR ÉTENDUE APRÈS	PROPRIÉTÉS AVANT l'expropriation	LEUR ÉTENDUE APRÈS
hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares	hectares
100	100	298	198.8	1.400	303.9	5.600	409.7
105	104.6	300	201.7	1.500	307.8	5.800	413.9
110	109.0	320	207.1	1.600	311.5	6.000	418.1
115	113.2	340	212	1.700	315.0	6.200	422.3
120	117.2	360	216.6	1.800	318.3	6.400	426.5
125	121.1	380	220.9	1.900	321.5	6.600	430.6
130	124.9	400	224.8	2.000	324.6	6.800	434.7
135	128.5	420	228.5	2.100	327.6	7.000	438.8
140	132.0	440	232.0	2.200	330.5	7.200	443.0
145	135.3	460	235.3	2.300	333.3	7.400	447.1
150	138.6	480	238.4	2.400	336.8	7.600	451.2
155	141.7	500	241.2	2.500	338.7	7.800	455.3
160	144.7	525	244.6	2.600	341.4	8.000	459.4
165	147.6	550	247.8	2.700	344.0	8.200	463.5
170	150.5	575	250.8	2.800	346.5	8.400	467.6
175	153.2	600	253.7	2.900	349.0	8.600	471.7
180	155.9	625	256.4	3.000	351.4	8.800	475.7
185	158.4	650	258.9	3.200	356.1	9.000	479.7
190	160.9	675	261.3	3.400	361.1	9.200	483.8
195	163.4	700	263.6	3.600	365.8	9.400	487.8
200	165.7	750	267.9	3.800	370.4	9.600	491.9
210	170.2	800	271.8	4.000	374.9	9.800	495.9
220	174.5	850	275.4	4.200	379.4	10.000	500.0
230	178.5	900	278.8	4.400	383.8		
240	182.3	950	281.9	4.600	388.2		
250	185.9	1.000	284.9	4.800	392.5	Au-dessus de	
260	189.4	1.100	290.3	5.000	396.9	10.000	
270	192.7	1.200	295.2	5.200	401.2	hectar.	500.0
280	195.8	1.300	299.7	5.400	405.4		

Cette échelle sera appliquée de la façon suivante : Toutes les propriétés comprenant entre 100 et 105 hectares *exclusivement* sont réduites à 104 hectares 6 et ainsi de suite.

1. Décret-loi du 15 décembre 1918.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION DU PROBLÈME AGRAIRE EN ROUMANIE

	Pages
AVANT-PROPOS.....	7
CHAPITRE PREMIER. — La Période précédant la loi de 1864.....	8
CHAPITRE II. — La Période de 1864 à 1914.....	12
CHAPITRE III. — La situation économique du paysan roumain pendant ce temps.....	19

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ DES LOIS ET PROJETS CONCERNANT LA NOUVELLE RÉFORME

CHAPITRE PREMIER. — Projet du parti du travail.....	35
CHAPITRE II. — Projet Dissesco.....	37
CHAPITRE III. — Projet BasileSCO.....	38
CHAPITRE IV. — Projets Garoffid.....	42
CHAPITRE V. — Les décrets-lois et l'art. 19 Const. régle- mentant l'expropriation.. ..	56

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Critique des dispositions relatives à l'expropriation et à l'indemnité accordée..	65
CHAPITRE II. — Critique des dispositions relatives à l'impropriation. Forme de la nouvelle propriété paysanne.....	78
CHAPITRE III. — Mesures complémentaires nécessaires.	86
BIBLIOGRAPHIE.....	91
L'Echelle progressive contenue dans le décret-loi instituant la réforme.....	93

